



**HAL**  
open science

## L'histoire (médiévale) peut-elle exciper d'une utilité intellectuelle qui lui soit spécifique ?

Julien Demade

► **To cite this version:**

Julien Demade. L'histoire (médiévale) peut-elle exciper d'une utilité intellectuelle qui lui soit spécifique?. Méhu (Didier), Barros Almeida (Néri de), Cândido da Silva (Marcelo). Pourquoi étudier le Moyen Âge? Les médiévistes face aux usages sociaux du passé, Publications de la Sorbonne, pp.15-60, 2012, Histoire ancienne et médiévale. halshs-00688407

**HAL Id: halshs-00688407**

**<https://shs.hal.science/halshs-00688407v1>**

Submitted on 17 Apr 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'histoire (médiévale) peut-elle exciper d'une utilité intellectuelle qui lui soit spécifique ?

Julien Demade

« L'histoire qui sert est une histoire serve. »

Lucien FEBVRE, « L'histoire dans le monde en ruines<sup>1</sup> »

« Pourquoi étudier l'histoire du Moyen Âge au XXI<sup>e</sup> siècle ? » Derrière son apparente neutralité, la question posée implique une approche bien déterminée, qui elle-même en exclut une autre. Pour s'en apercevoir, il n'est pas de meilleur moyen que de se demander quelle autre formulation aurait pu être donnée à la question, et quelles eussent été les conséquences d'une telle tournure alternative. Cette autre formulation aurait pu être « Pourquoi étudie-t-on l'histoire du Moyen Âge au XXI<sup>e</sup> siècle ? », qui, au lieu d'appeler une réponse de caractère normatif, relative aux raisons susceptibles de fonder la légitimité d'une telle étude, aurait entraîné une enquête sociologique visant à dégager empiriquement les raisons expliquant l'engagement (personnel et collectif) dans une telle étude. La question, telle que posée dans le cadre de ce colloque, appelle donc prescription et non pas constat, prise de position (raisonnée) plutôt qu'observation.

En cela, cette question est elle-même une prise de position, puisqu'elle revient à postuler que notre agir peut être déterminé sur la base de notre réflexion, peut être la conséquence du choix rationnel opéré entre différentes possibilités ; au rebours d'une analyse qui considérerait que nous sommes bien plutôt agis par des déterminations sociologiques, et que cet être-agi n'est jamais aussi sensible que lorsqu'il s'exerce au travers de l'idéologie qui informe notre « réflexion ». Ce qui oppose ces deux approches n'étant pas nécessairement le but qu'elles se proposent mais la manière dont elles cherchent à l'atteindre, puisque la seconde de ces approches ne doit nullement être confondue avec un abandon de soi aux déterminations sociologiques qui s'exercent sur nous, mais peut bien au contraire être comprise comme le

1. *Revue de synthèse historique*, 30-1, 1920, page 4.

moyen absolument nécessaire pour se rendre capable d'identifier ces déterminations afin de mieux pouvoir en contrôler les effets. Tandis que la première approche, pour postuler haut et fort notre autonomie, serait par contre incapable de la réaliser dans la mesure où elle ignorerait le risque que l'exercice de notre « raison » ne soit en fait que la rationalisation *a posteriori*, le masque idéologique de logiques sociales dont la nécessité de la reproduction s'impose à nous.

Il me semble que ces deux approches, bien plus qu'opposées, sont complémentaires, et que, si à vouloir à tout prix choisir l'une au détriment de l'autre on les condamne toutes deux à l'échec, par contre leur exercice lié est, lui, susceptible, et est seul susceptible, de nous redonner la maîtrise de notre agir, ou du moins une certaine maîtrise de notre agir. En effet, si l'analyse des déterminations sociologiques qui s'exercent à notre rencontre est le seul moyen pour nous d'éviter d'être agis par l'idéologie qui informe notre pensée (parce que nous devenons par là conscients des fondements sociologiques de certaines de nos idées, c'est-à-dire du fait qu'elles sont non une analyse de ce qui existe mais un simple moyen de le reproduire), en rester à ce simple stade de l'observation, et du détachement de soi par rapport à soi, revient à n'adopter qu'une posture strictement négative, de déconstruction, sans donc se donner la capacité de remplacer l'idéologie que l'on s'est ainsi rendu capable de mettre à bas par un ensemble rationnel d'idées librement construites. Or déconstruire ne suffit jamais pour mettre véritablement à bas, parce que si l'on ne substitue pas à ce que l'on désire voir disparaître un nouvel ensemble, ce que l'on a déconstruit mais pas véritablement détruit réapparaîtra toujours, la nature, et notre esprit plus encore, ayant horreur du vide. Ainsi donc, quelque réticence que puisse avoir, à l'égard de l'exercice pur, normatif, de la réflexion, une pensée formée à l'analyse du conditionnement social par l'idéologie, tant elle sait combien cet exercice n'est souvent qu'une illusion dont l'idéologie tire toute sa force, il n'en reste pas moins qu'il est inévitable de finir par prendre le risque d'un tel exercice, si véritablement l'on veut pouvoir dépasser notre aliénation par l'idéologie – même s'il convient de toujours rester bien conscients que cet exercice risque de nous faire relaps, et idéologues d'autant plus acharnés que nous serons persuadés de ne l'être plus.

Si donc je tenterai ici de donner une réponse à la question normative posée par le colloque, c'est tout à la fois parce que ce type de questionnement finit toujours par devenir inévitable, et parce que préalablement je me suis posé la même question, mais de façon cette fois empirico-constatative. Ce n'est pas ici le lieu de développer cette approche<sup>2</sup>, dont je dirai seulement qu'elle

2. Je renvoie pour cela à la première partie de mon livre à paraître : *Par-delà l'(in)utilité. Du sens (de l'étude de l'histoire [médiévale])*.

a moins consisté en un simple décalque empirique de la question normative (soit « Pourquoi étudie-t-on l'histoire du Moyen Âge ? »)<sup>3</sup> qu'en une recherche empirique sur les causes qui nous amènent *hic et nunc* à nous poser la question normative. Or, si une discipline académique peut se poser la question de sa légitimité lorsqu'elle tend à s'étendre aux dépens de ses voisines, afin de justifier cette extension même, il semble évident que si aujourd'hui l'histoire (médiévale)<sup>4</sup> se pose cette même question, c'est en raison de l'autre contexte, strictement inverse, qui pousse les disciplines à faire ainsi retour sur elles-mêmes – soit un contexte de perte de légitimité sociale, et donc de réduction de leur surface sociale. La question posée aujourd'hui l'est donc avant tout depuis l'extérieur, comme un moyen d'accroître en la soulignant la crise de légitimité de l'histoire (médiévale), et sa reprise par le milieu des historiens (médiévist) n'est qu'une tentative de parer à cette délégitimation croissante en retournant contre nos accusateurs leur arme même : en faisant de leur « Mais à quoi pouvez-vous donc bien servir ? » un « Pourquoi étudier l'histoire médiévale » dont la vérité est dans l'absence d'un point d'interrogation qui n'est que rhétorique, manière de *captatio benevolentiae* destinée à ceux qui nous dénigrent, et représentant la seule concession qui leur soit consentie<sup>5</sup>. Mais

3. C'est en effet bien plutôt à la question empirique « Comment étudie-t-on l'histoire du Moyen Âge » que j'ai jusqu'ici consacré une partie de mes recherches : cf. J. DEMADE, « The medieval countryside in German-language historiography since the 1930s », dans I. ALFONSO (dir.), *The Rural History of Medieval European Societies : Trends and Perspectives*, Turnhout, 2007, p. 173-252 ; J. DEMADE, « El mundo rural medieval en la historiografía en alemán desde 1930. Compromiso político, permanencia de las interpretaciones y dispersión de las innovaciones », dans I. ALFONSO (dir.), *La historia rural de las sociedades medievales europeas : tendencias y perspectivas*, València, 2008, p. 175-246 ; J. DEMADE, « La méthodologie des sciences sociales entre structures académiques et enjeux intellectuels : la construction des prix historiques comme "faits" scientifiques (1880-1950) », à paraître.

4. Tout au long de ce texte, je parlerai d'« histoire (médiévale) » lorsque mon propos sera valable pour l'histoire médiévale dans la mesure où il sera valable pour l'histoire en général, tandis que je parlerai d'« histoire médiévale » non pas nécessairement lorsque la pertinence de mes développements lui sera strictement limitée (même si cela pourra être le cas) mais du moins lorsque mon propos ne sera pas pertinent pour l'histoire en général.

5. On perçoit alors pourquoi un simple décalque empirique de l'interrogation normative n'aurait pas grand intérêt, puisqu'à la question « Pourquoi étudie-t-on l'histoire du Moyen Âge au XXI<sup>e</sup> siècle ? » les médiévistes apporteraient des réponses qui seraient informées moins par les raisons réelles qui les poussent à l'effectuation de leurs recherches, que par leur perception des menaces pesant sur leur profession – manière de dire à la fois qu'ils tairaient les doutes qu'ils pourraient être susceptibles (par contamination de la délégitimation ambiante) d'entretenir sur la justification de leur activité, et que des raisons la justifiant ils ne présenteraient que celles qu'ils penseraient capables de convaincre ceux qui remettent en cause la légitimité de leur existence. Pour le dire autrement, une telle enquête empirique serait confrontée à un biais

s'il s'agit bien ici, avec cette question qui n'en est plus une, de transformer un virus en vaccin, on voit combien ladite question construit de façon strictement bornée l'horizon de ses réponses possibles, nécessairement apologétiques<sup>6</sup>.

Le danger est donc réel de tomber dans un pur plaidoyer *pro domo*. Outre qu'il ne convaincrat vraisemblablement que les résidents de ladite maison et ne résoudreait donc en rien le problème qu'est la remise en cause, par l'extérieur, de la légitimité de l'étude de l'histoire (médiévale), il nous ferait passer à côté d'une véritable interrogation relative à la rationalité de nos pratiques scientifiques. Par là, c'est à côté d'une possible réforme de nos manières de faire que nous risquerions de passer, réforme susceptible de les rendre intellectuellement plus pertinentes, dans la mesure où après tout rien ne garantit qu'un champ né il y a environ un siècle et demi de la professionnalisation progressive des pratiques historiennes, et maintenu identique ensuite en dépit des bouleversements qui affectèrent le champ plus large, et qui le comprenait, des sciences sociales, ait encore une pleine pertinence intellectuelle, alors même que ces bouleversements l'ont fait passer du statut de discipline centrale (l'histoire médiévale ayant été l'incarnation même de cette « méthode historique » qui représentait alors pour l'ensemble des

---

déclaratif tel qu'elle en deviendrait inutilisable, sinon pour analyser les stratégies déployées par les médiévistes pour tenter de regagner les bonnes grâces de qui les dénigre.

6. Précisons cependant que l'autre contexte social amenant une discipline à se poser la question de sa légitimité, soit un contexte où cette légitimité, parce qu'elle lui est socialement pleinement reconnue, lui permet de prétendre s'étendre au détriment d'autres disciplines, provoque exactement le même type de réponse biaisée, quoique donc pour des raisons radicalement différentes puisqu'il s'agit ici de la rationalisation, de la justification intellectuelles *a posteriori* d'une utilité sociale (et non pas intellectuelle), permettant de laisser cette dernière dans l'ombre, alors que dans notre cas il s'agit au contraire de la production d'une utilité intellectuelle visant à pallier la disparition de l'utilité sociale. Mais si donc les arguments justificateurs d'une utilité intellectuelle seront les mêmes dans ces deux contextes opposés, par contre leur efficace sera sans commune mesure – pleine dans un cas, puisqu'elle permettra de masquer une utilité sociale qui doit rester cachée, nulle dans l'autre –, les arguments intellectuels devenant inaudibles dès qu'ils se retrouvent en porte-à-faux avec l'utilité sociale. Enfin, de ce que les arguments justificateurs soient les mêmes dans ces deux contextes sociaux que tout oppose ne se peut nullement déduire le caractère non contingent de ces arguments à ces contextes, et donc leur pertinence intellectuelle ; tout au contraire, l'identité argumentative n'a pour seule cause que l'identique emploi instrumental de la raison générée, quoique avec des objectifs différents, par ces deux contextes ; on voit donc que la seule chance qui s'offre d'aboutir à des réponses véritablement différentes, parce qu'elles seraient de vraies réponses à une vraie question, et non pas les réponses connues d'avance à une question qui n'est jamais posée que parce qu'elle semble tactiquement utile, est de poser la question de la question, c'est-à-dire de s'interroger sur les déterminations sociales qui rendent la question possible (ou plutôt nécessaire), seul moyen de se déprendre de ces déterminations, et ainsi de rouvrir l'horizon des possibles des réponses.

« humanités » le vecteur de la scientification de leurs pratiques) à celui de spécialité plaisamment exotique.

Si je me poserai donc la question des raisons de l'étude de l'histoire (médiévale) de façon normative, abstraite du contexte social qui informe aujourd'hui le sens de cette question, ce n'est donc qu'en étant néanmoins bien conscient de ce contexte, et du réflexe qu'il provoque chez moi, médiéviste soucieux de défendre non pas seulement ma position sociale mais bien ce qui a fini par devenir, par la socialisation dans ma profession, constitutif de mon identité subjective même, de ne me poser la question que pour lister les réponses positives qu'il est possible de lui apporter. J'essaierai donc de prendre véritablement au sérieux la question normative, c'est-à-dire d'en considérer les réponses comme pleinement ouvertes, comme si je n'étais pas moi-même intimement engagé par la nature de ces réponses.

Et l'on verra effectivement, chemin faisant, que des deux réponses classiquement avancées pour justifier l'étude de l'histoire médiévale en arguant de son utilité intellectuelle – soit d'une part, ce lieu commun de l'avantage heuristique que présenterait le rapport qui existerait entre l'histoire (médiévale) et notre présent, en ce qu'il nous permettrait de mieux comprendre ce dernier, et d'autre part, de manière complètement opposée, l'insistance, plus rarement mise en avant, sur l'altérité radicale de l'histoire médiévale par rapport à notre présent comme condition de possibilité de l'étude rationnelle des fonctionnements sociaux –, aucune ne paraît pertinente, non pas seulement parce que leur validité n'est en rien spécifique à la seule histoire médiévale, mais bien parce qu'elles reposent sur des conceptions erronées de la méthodologie des sciences sociales (dont l'histoire [médiévale] n'est que l'une des composantes). Si, par contre, une réponse d'un ordre plus inusuel, fondée non pas sur l'affirmation ou la dénégation du rapport entre passé médiéval et présent mais sur les avantages comparatifs de l'histoire médiévale au sein du champ des sciences sociales, fournit bien, pour sa part, une raison valable à l'étude de l'histoire médiévale, et une raison qui lui soit strictement spécifique, par contre, à elle seule, cette raison ne peut suffire à fonder l'utilité de l'étude de l'histoire médiévale, et donc sa légitimité. Constatation inattendue du médiéviste, qui amènera pour finir à se demander si l'utilitarisme sous-jacent à la question normative posée, si la sommation à se légitimer soi-même spécifiquement que représente cette question (parce qu'elle n'est que la reprise d'une remise en cause qui nous est adressée de l'extérieur), ne sont pas finalement l'obstacle même à toute compréhension des raisons pertinentes susceptibles de pousser à, par exemple, étudier l'histoire médiévale – mais étudier l'histoire médiévale simplement comme l'on pourrait faire n'importe quoi d'autre. Où l'on voit donc, finalement, que c'est peut-être le caractère spécifique même de

la question posée – « Pourquoi étudier l'histoire du Moyen Âge? » – qui interdit d'y répondre de façon pertinente, et qu'une réponse valable ne pourra être apportée à la question qu'à condition de la reformuler radicalement.

## Comprendre le passé pour comprendre le présent?

### *Le « démon des origines<sup>7</sup> »*

À la question « Pourquoi étudier le Moyen Âge? », la réponse la plus classique des médiévistes consiste à mettre en avant l'exhumation des origines médiévales du contemporain. Bien sûr, cette réponse n'est la plus classique que parce qu'elle est celle à laquelle leur rôle idéologique (de justification du présent par son ancienneté) a si longtemps habitué les médiévistes ; admettons toutefois qu'une telle réponse puisse également renvoyer à des préoccupations d'ordre intellectuel et demandons-nous quels problèmes elle est alors susceptible de poser.

La première difficulté que pose une telle justification, difficulté qui me semble inaperçue des collègues qui mettent cette justification en avant, est qu'elle ne peut fonctionner comme justification que pour une discipline-croupion, une discipline dont la fonction intellectuelle ne pourra jamais être que seconde et secondaire<sup>8</sup>. La subordination intellectuelle nécessairement engendrée par une telle justification provient de ce que cette justification implique qu'il n'y ait d'autre intérêt dans l'étude du passé que le présent, que l'on n'étudie le passé que pour comprendre le présent. La conséquence en est alors nécessairement que seul le présent forme le véritable objet d'étude, et que le passé n'est analysé que dans la mesure où il s'avère nécessaire pour le rendre intelligible. L'activité de l'historien (médiéviste) ne prend plus son sens que par le biais d'une division du travail intellectuel au sein de laquelle son rôle ne peut qu'être marginal, adventice, par rapport aux spécialistes du contemporain, et surtout cette activité devient réglée par une logique qui est étrangère à celle de l'objet de l'historien (médiéviste), puisqu'elle est dictée par le présent. L'historien (médiéviste), qui ne détermine plus en fonction de son objet propre ni ce qu'il doit chercher, ni l'utilisation qui est faite de ce qu'il a trouvé, voit ainsi son activité lui être doublement aliénée, dans ses

7. J'emprunte l'expression à M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou : Métier d'historien*, Paris, 1952 [1949], p. 7.

8. Il est toutefois possible que cette conséquence ne soit pas ressentie comme gênante par certains, dans la mesure où le caractère intellectuellement subordonné ne signifie pas nécessairement des capacités pratiques (entendons : un nombre de postes) réduites à la portion congrue et dans la mesure où l'exécution peut requérir plus de moyens que la conception.



causes comme dans ses conséquences<sup>9</sup>. Mais que l'historien (médiéviste), si du moins il daigne être lucide et ne se satisfait pas de tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à ce qui constituait sa légitimation idéologique perdue, ne puisse que se retrouver fort marri d'une telle division du travail intellectuel, ne saurait certes être raison suffisante pour condamner cette dernière si celle-ci était effectivement capable de produire une intelligibilité qu'à lui seul l'historien (médiéviste) serait incapable d'atteindre.

Or il n'en est rien, car ce n'est pas seulement qu'en subordonnant l'étude du passé à la recherche des origines du présent on abandonne toute perspective de compréhension du passé en tant que tel (et qu'ainsi on se condamne à l'incompréhension d'une part essentielle de l'expérience humaine), mais aussi que par là on ne fait en rien progresser l'intelligence du présent. En effet, il est vain d'imaginer que l'identification des origines d'un élément contemporain<sup>10</sup> puisse avoir d'intérêt autre qu'idéologique, ou plus exactement ait pu avoir d'intérêt autre qu'idéologique, en une période, désormais essentiellement disparue, où l'idéologie valorisait l'ancienneté<sup>11</sup>. Ceci parce que si l'objectif est la compréhension (et non la valorisation par apport de la preuve de l'ancienneté) du présent, il ne peut y avoir d'intérêt à étudier les origines (médiévales) de tel ou tel élément que si cette étude permet de mieux comprendre le fonctionnement concret actuel de cet élément, faute de quoi le gain de connaissance procuré par l'étude du passé (médiéval) n'aurait de caractère qu'anecdotique<sup>12</sup>. Mais ceci ne peut être mené à bien que si l'on

9. Et l'aliénation est d'autant plus forte que, concrètement, elle prend le plus souvent la forme erratique de la commémoration, le hasard d'un anniversaire devenant prétexte à lancer une enquête historique. Non seulement c'est la logique intellectuelle du développement de la recherche qui par là disparaît, puisque ce n'est plus que le hasard du calendrier qui oriente cette dernière, mais par ailleurs tendanciellement l'histoire (médiévale) se fait ainsi hagiographie, car il serait bien sûr fort malvenu de mordre la main qui finance la commande.

10. À supposer même qu'une telle identification puisse être possible, dans la mesure où une origine n'est jamais que relative (un élément B considéré comme l'origine d'un élément C ayant lui-même pour origine un élément A), et où donc la décision d'arrêter le curseur ici plutôt que là n'a de fondement qu'arbitraire.

11. Et l'on comprend alors pourquoi l'indécidabilité même du moment où arrêter le curseur de la recherche des origines, indécidabilité qui fait toute l'absurdité intellectuelle de l'entreprise, en faisait la pertinence idéologique, puisqu'il devenait par là toujours possible de trouver des origines anciennes, et si nécessaire de les faire toutes remonter à la même période.

12. Par exemple, savoir que la Cour des comptes, l'une des pièces centrales du pouvoir technocratique en France aujourd'hui, descend d'une institution curiale royale apparue à la fin du Moyen Âge n'a d'intérêt qu'antiquariste tant que l'on ne montre pas en quoi cette lointaine « origine » influe aujourd'hui sur les pratiques, le rôle et la position de cette institution. S'il ne s'agit que de retracer les « origines », l'histoire n'a pas plus d'intérêt que la généalogie, elle est tout aussi artificielle, et fondée sur le même mythe sociologique de la continuité naturelle.



étudie non pas seulement l'origine (médiévale) de cet élément, mais bien plutôt la chaîne de traditions (au sens philologique du terme) qui court de cette origine à l'élément actuel, parce que cette chaîne de traditions, bien plus que l'origine, importe pour comprendre le fonctionnement actuel de cet élément, plus influencé par les reformulations successives qu'a subies cette origine, que par cette origine même<sup>13</sup>. On le voit, la faiblesse de cette justification de l'histoire par l'étude des origines tient en fait en ceci qu'une fois que l'on a pu montrer que tel fait contemporain s'origine dans telle réalité passée, on n'a en fait encore rien montré, sinon l'existence d'un problème : celui qui consiste à rendre compte de la possibilité de cette perpétuation nécessairement transformée. En effet, de même que dans le monde physique, au mouvement s'oppose une résistance qui finit par l'annihiler, de même dans le monde social la perpétuation n'a rien de naturel, n'est que le produit d'une re-production permanente de l'élément perpétué, re-production dont il convient donc de dégager les modalités et les enjeux pour rendre compte de sa possibilité, aussi bien que des transformations qu'elle fait subir à ce qu'elle re-produit. Et précisément, dans le cadre d'une telle analyse, cette indécidabilité de l'origine qui en fait toute la vanité intellectuelle cesse d'être un problème puisque l'accent cesse d'être mis sur l'identification d'un moment, pour devenir porté sur la restitution d'un mouvement, qui au lieu de n'être que ce qui relierait comme nécessairement deux points (le passé et le présent) qui seuls intéresseraient, au lieu d'être simple conséquence, deviendrait au contraire cause, non pas seulement du présent (en tant que résultante d'une trajectoire) mais aussi bien du passé, puisqu'en fonction même du mouvement analysé celui-ci deviendra déterminé comme tel ou tel point antérieur<sup>14</sup>. Ainsi son « origine » n'apparaît-elle finalement que comme une caractéristique aussi floue qu'inespionnable d'un phénomène contemporain.

13. Étant entendu néanmoins que l'essentiel, pour comprendre le fonctionnement actuel d'un élément particulier, est l'analyse du champ dans lequel il s'inscrit afin de reconstituer la position qu'il y occupe, et les contraintes et opportunités qui en découlent. Par rapport à cette analyse de la structure, l'étude du passé de cet élément (et non pas de sa seule « origine ») n'est que le moyen de reconstituer la trajectoire par laquelle ledit élément en est venu à atteindre la position qu'il occupe actuellement, sachant que cette trajectoire elle-même est un élément non négligeable de définition des propriétés de ladite position.

14. Ainsi l'analyse du mouvement ayant mené à un même élément présent pourra y voir un simple prolongement, et sera alors susceptible de déterminer comme proche le passé de cet élément, tandis que si elle reconstitue ce mouvement comme un renversement il est plus vraisemblable qu'elle reculera l'« origine » dudit élément. La question par là cesse d'être aussi ontologique qu'indécidable (quelle est l'Origine, la seule, la vraie, l'unique) pour devenir scalaire, et renvoyer au simple choix d'une échelle d'analyse plutôt que d'une autre, en fonction d'objectifs heuristiques la requérant préférentiellement.

Enfin, la difficulté dirimante que présente la justification de l'histoire (médiévale) en tant qu'étude des « origines » du monde contemporain, difficulté qui subsume les deux critiques que je viens d'énoncer (quant au caractère intellectuellement subordonné que prendrait nécessairement l'histoire [médiévale], et quant au fait que l'exhumation de l'« origine » [médiévale] d'un phénomène contemporain est douée d'une capacité heuristique à peu près nulle), se résume en ce qu'une telle étude des « origines » du monde contemporain ignore le seul sujet qui fasse sens : la logique d'ensemble d'un système social. En effet, du passé (médiéval) elle n'analyse que ce qui a encore une influence (par le seul biais de toute une chaîne de traditions) sur le présent, et dans le présent elle ne s'intéresse qu'à ce qui s'origine dans le passé (médiéval). Ne se peuvent donc comprendre ni le passé (médiéval), ni le présent. De cette absence de légitimité de l'étude des « origines » (médiévales) il ne faudrait toutefois nullement conclure à l'absence de légitimité d'une analyse des contraintes qui pèsent sur un système social présent par l'entremise de ce dont il est issu ; en effet, l'approche est ici fondamentalement différente, et tout d'abord parce que, au lieu de mettre en rapport, de façon largement arbitraire, et de ne mettre en rapport le présent qu'avec un point quelconque du passé (médiéval), c'est avec une série de transformations qui aboutissent à lui qu'elle met en relation le présent. Une telle analyse du jeu entre les forces issues du passé (médiéval) et celles contemporaines, parce qu'elle ne peut qu'aboutir à donner aux premières leur signification réelle, qui ne saurait être que relative, doit être faite par un spécialiste du contemporain en raison même du primat explicatif des forces contemporaines ; par contre, pour cette analyse il doit nécessairement s'appuyer sur les travaux d'historiens (médiévistes) vrais, c'est-à-dire n'ayant pas le présent comme horizon intellectuel et comme but de leur recherche, parce que seuls leurs travaux donneront au spécialiste du contemporain une compréhension exacte des forces du passé (médiéval) encore actives (quoique reformulées) dans le présent, dans la mesure où ils les expliqueront en rapport avec d'autres forces passées, elles désormais disparues, et par là même invisibles à l'observateur du contemporain<sup>15</sup>. Si pour comprendre le présent il faut donc, souvent, faire un

15. Et l'on saisit là, symétriquement, pourquoi inversement l'historien (médiéviste) ne peut être susceptible de rendre compte de façon pertinente de phénomènes contemporains : parce qu'il risque toujours d'inférer d'une simple similarité entre un élément passé (médiéval) et un élément présent, une causalité, là où le champ contemporain, qu'il ignore, dans lequel se situe l'élément présent serait vraisemblablement un principe explicatif beaucoup plus fort. Pour reprendre l'exemple de la Cour des comptes, l'importance de son rôle aujourd'hui dans les rouages de l'État français n'est pas due à sa médiévale ancienneté, mais s'explique fondamentalement par la nature spécifique de l'équilibre, caractéristique du fonctionnement dudit État,

détour par le passé (médiéval), le spécialiste du contemporain, seul capable de faire ce détour en tant que ce détour est certes nécessaire mais jamais suffisant, pour l'effectuer toutefois a besoin de l'historien (médiéviste), mais d'un historien (médiéviste) qui ne cherche nullement à comprendre le passé pour comprendre le présent. Si l'histoire (médiévale) peut donc bien avoir une utilité pour la compréhension du monde contemporain, cette utilité ne peut être que médiante, et n'être atteinte que si l'histoire (médiévale) se désintéresse de la compréhension du monde contemporain.

### ***Les paradoxes de l'analogie***

En l'absence de légitimité d'une justification de l'histoire (médiévale) par l'étude des origines du monde contemporain, peut-on alors se rabattre sur une justification de l'étude de l'histoire (du Moyen Âge) en raison de ses analogies avec le présent ? Une telle justification paraît en effet intellectuellement plus défendable dans la mesure où elle ne présuppose aucun lien direct entre le passé (médiéval) et le présent, qui les relierait comme miraculeusement par-delà les temps intermédiaires et finalement ignorerait le temps même, mais s'appuie au contraire sur les effets heuristiques d'une comparaison menée explicitement *mutatis mutandis*, l'idée étant que, par-delà les différences qui interdisent bien sûr une projection directe d'une période sur l'autre, c'est précisément le décalage par rapport à la situation contemporaine, mais sur des points jugés non essentiels, qui permettra à l'analyse du contemporain de retrouver un regard neuf, abstrait des enjeux immédiats, et ainsi capable d'aller plus directement à la structure. Il s'agit, finalement, en se donnant un objet qui n'est que similaire, de se déprendre des habitudes de pensée, pour pouvoir ensuite mieux faire retour à l'objet usuel, mais désormais en appliquant à son analyse ce décalage, ce pas de côté, ce changement de perspective donc, qu'a entraîné le changement d'objet.

---

entre légitimité démocratique et légitimité technocratique (la Cour étant une parfaite incarnation de cette dernière), structure de longue durée à quoi s'est plus récemment ajouté le prestige nouveau lié à l'assimilation possible avec une fonction prenant une place sans cesse croissante dans la sphère des entreprises, l'audit ; or, comme ce qui fait fonction de modèle pour la technocratie s'est déplacé des structures étatiques aux structures entrepreneuriales, cette possibilité de se rattacher à une fonction d'abord développée dans la sphère du privé assure à la Cour des comptes un avantage décisif, notamment par rapport à cette autre institution-phare de la technocratie d'État, le Conseil d'État (lui aussi de médiévale « origine »), anciennement dominant (son vice-président reste le premier des fonctionnaires), mais dont le lien consubstantiel avec la plus régaliennne des fonctions (dire la norme), nécessairement sans répondant dans l'univers des entreprises, ne peut que signer l'inéluctable déclin.

Mais, pour qu'une telle approche analogique puisse être menée, encore faut-il que les deux objets de la comparaison conservent une parenté certaine. Or précisément, pour ce qui est de la justification de l'histoire médiévale par l'analogie, notre siècle semble bien être celui d'un monde toujours plus radicalement étranger au Moyen Âge : un XXI<sup>e</sup> siècle où, contrairement au XIX<sup>e</sup> siècle qui vit naître l'histoire scientifique, et qui fut le grand siècle de l'historiographie médiévale, les parallèles avec le Moyen Âge ne sont désormais plus que ténus, et pour la plupart patrimonialisés, artificialisés. Un monde donc qui ne pourrait nourrir d'intérêt direct pour un Moyen Âge qui lui est devenu radicalement étranger, un monde où l'intérêt pour le Moyen Âge ne pourrait avoir de raison qu'antiquariste, ne pourrait se fonder en autre chose que l'amour de l'ancien pour l'amour de l'ancien ; un monde donc que l'histoire médiévale ne pourrait nous permettre de mieux connaître par analogie : un monde au sein duquel l'intérêt pour l'histoire médiévale serait sans rapport avec la vie. Et effectivement l'on voit bien quels arguments pourraient être avancés en soutien de cette idée d'un Moyen Âge désormais définitivement étranger, autre, du moins pour l'Occident européen<sup>16</sup> :

- une économie désormais « de la connaissance » et donc sans plus grand rapport avec cette production matérielle (essentiellement agricole) qui représentait presque l'unique activité de l'économie médiévale, et constituait la principale contrainte de la société féodale ;
- un monde toujours plus marchandisé et où, de ce fait, les logiques médiévales d'autoproduction/autoconsommation, de richesses collectives et d'anti-utilitarisme sacré ne sont plus qu'un souvenir ;
- un monde définitivement sécularisé, où la pratique religieuse réelle ne représente plus qu'une survivance minoritaire limitée à des groupes sociaux très spécifiques (en France, en 1996, seuls 16 % des personnes déclaraient avoir une pratique religieuse régulière)<sup>17</sup> ;
- une classe dominante où la noblesse n'a plus aucune part ;

16. Ce qui suit n'est en effet souvent que d'une validité douteuse si on le rapporte au monde américain (du nord comme du sud), ce qui produit ce paradoxe suivant lequel l'analogie médiévale n'est plus valable pour les pays occidentaux dont le lien direct avec le monde médiéval est le plus fort, et reste au contraire plus pertinente pour les contrées dont le rapport au Moyen Âge n'est que médiat.

17. X. NIEL, « L'état de la pratique religieuse en France », *Insee Première*, 570, mars 1998, tableau 1. Et l'abandon en 2007, par l'Église catholique, de la doctrine médiévale des limbes, est l'indice le plus frappant de ce que l'anomie touche désormais non plus seulement la périphérie des croyants mais aussi bien le cœur clérical du monde religieux, la religion se trouvant de plus en plus réduite à une collection d'injonctions morales réactionnaires (par rapport aux pratiques sociales effectivement observables), sans plus guère de cohérence doctrinale.

- des structures politiques d'où les modèles autoritaires-héréditaires ont définitivement disparu (sinon sous formes de reliquats « touristiques », sans importance pratique aucune, tels que la monarchie anglaise) ;
- une disparition progressive de ces États-nations dont l'historiographie médiévale a si longtemps considéré comme sa tâche principale et la plus noble de retracer la genèse au détriment de féodalités égoïstes, alors même qu'aujourd'hui ce sont ces États toujours plus évanescents qui sont vus comme l'incarnation des égoïsmes particularistes bornés<sup>18</sup> ;
- un monde globalisé où les horizons ne peuvent plus se limiter au seul « Occident<sup>19</sup> ».

Or, sur tous ces plans, la rupture n'a souvent été que récente, dans les faits et plus encore dans les représentations – ce n'est qu'en 1931 qu'en France la population rurale a cessé d'être majoritaire et c'est jusqu'en l'an 2000 inclus que la « politique agricole commune » a représenté plus de la moitié des dépenses des institutions communautaires européennes<sup>20</sup>. Jusqu'en 1918, tous les États d'Europe de l'Ouest, à l'exception de la France et de la Suisse (et encore pour cette dernière n'était-ce en rien la preuve d'un écart par rapport à ses structures médiévales), étaient des monarchies, où le souverain gardait un pouvoir personnel généralement fort marqué ; la Première Guerre mondiale peut être vue comme l'apogée des nationalismes et la seconde en est encore largement le fruit. Ainsi, autant il pouvait sembler aisé, jusque dans un xx<sup>e</sup> siècle avancé, de justifier l'étude de l'histoire médiévale par ses analogies avec le présent, autant en ce début du xxi<sup>e</sup> siècle l'argument peut désormais paraître dépourvu de pertinence. On comprend alors toute l'urgence qu'il pourrait y avoir à se demander « pourquoi étudier le Moyen Âge au xxi<sup>e</sup> siècle ? », et combien la précision temporelle fait toute la pertinence de la question.

18. Les débats relatifs à la ratification de la Constitution européenne ont marqué l'installation définitive de cette figure dans le discours dominant.

19. D'où la montée en puissance d'une *global history* où l'Occident médiéval n'est plus qu'un objet parmi bien d'autres, et un objet d'importance plutôt secondaire dans la mesure où les racines du système-monde actuel, et de ses déséquilibres économiques, sont vues désormais comme remontant non pas tant à l'expansion maritime et coloniale de l'Europe (ibérique) du xvi<sup>e</sup> siècle et à ses immédiates racines médiévales, comme le voulait par exemple Immanuel Wallerstein, qu'à la *great divergence* de la fin du xviii<sup>e</sup> et du début du xix<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à la révolution industrielle (cf. l'influent K. POMERANZ, *The Great Divergence : China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, 2000).

20. *Agriculture in the European Union : Statistical and Economic Information 2002*, tableau 3.4.1 ([http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/2002/table\\_en/341.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/agrista/2002/table_en/341.pdf)).

Mais tous ces arguments invoqués pour prouver l'impossibilité, nouvelle, d'une analogie entre le monde contemporain et le monde médiéval, peuvent être, de façon aussi, ou aussi peu, convaincante, renversés, pour aboutir à la conclusion, inverse, suivant laquelle si l'analogie médiévale avait perdu de sa pertinence avec la modernité, par contre elle n'a, dans notre monde post-moderne, jamais été aussi d'actualité. On pourrait ainsi renvoyer à :

- la réapparition, au sein même de l'ultra-moderne « économie de la connaissance », sous la forme des *creative commons* et autres logiciels libres, de biens communautaires, collectivement produits, partagés et appropriés par leurs utilisateurs mêmes, et gratuits. Par là, la sphère du non-marchand reprend une figure médiévale qu'elle avait complètement perdue au xx<sup>e</sup> siècle avec l'essor des services dits publics, et qu'il serait plus juste de qualifier d'étatiques ;
- un xxi<sup>e</sup> siècle décidément religieux comme il avait été annoncé, et précisément sur un mode très médiéval de croisade/*jihad* et d'affrontement pour la domination de l'œkoumène ;
- la création d'une nouvelle noblesse issue de l'abandon du *welfare state* redistributeur ;
- née de l'effacement de l'État, la nouvelle féodalité *corporate* (et justement l'idée de corporation est parfaitement médiévale), avec ses cascades de filiales et de sous-traitants rappelant la pyramide féodale, son accès privilégié à et ses moyens de pression sur un pouvoir central affaibli, et jusqu'à la privatisation de l'exercice légitime de la violence (vigiles en interne, mercenaires en externe) ;
- la résurgence d'entités régionales d'origine médiévale (Catalogne, Écosse, Flandre, etc.) sur les débris de nations auxquelles les gens s'identifient de moins en moins ;
- une Europe en construction ayant sa préfiguration dans une *christianitas* catholique où les nations, qui n'existaient encore qu'à l'état de linéaments, ne jouaient aucun rôle structurant ;
- un monde polycentrique que l'Occident ne domine plus sans partage (Chine, Inde) et qui même le menace, comme au Moyen Âge avant que l'Occident ne se fût lancé à la conquête du monde.

Le renversement est donc particulièrement aisé entre les analogies servant à justifier l'étude du Moyen Âge au xxi<sup>e</sup> siècle, et la dénégation de leur pertinence aboutissant à la délégitimation de l'étude de l'histoire médiévale aujourd'hui. Les unes comme l'autre représentent cependant, malgré les apparences, moins une prise de position relative à la pertinence de l'étude du Moyen Âge que l'expression de l'analyse que nous faisons de la société dans

laquelle nous vivons, des forces qui, selon nous, la dominant, et du jugement, positif ou négatif, que nous portons sur elles. L'analogie médiévale, ou la dénégation de sa pertinence (et, par là, l'affirmation de la légitimité ou de l'inintérêt de l'étude du Moyen Âge), ne sert qu'à exprimer indirectement ce jugement de valeur sans avoir à l'expliquer<sup>21</sup>, de sorte que l'on peut reprocher à la justification de l'histoire (médiévale) par l'analogie avec le présent ce que Bloch reprochait au « démon des origines » : de n'être qu'« un avatar de cet autre satanique ennemi de la véritable histoire : la manie du jugement<sup>22</sup> ». À vouloir fonder par le biais de l'analogie la pertinence scientifique de l'histoire (médiévale), on ne fait donc finalement qu'exprimer un point de vue politique sur notre société, ce à quoi l'intelligence de l'histoire (médiévale) n'a certes rien à gagner<sup>23</sup>.

De tous les éléments de comparaison entre le Moyen Âge et nous dont est ainsi disputée la pertinence, un seul me paraît faire consensus parmi les analystes, aussi divers et opposés qu'ils puissent être quant à l'impossibilité croissante d'une analogie : quel que soit le jugement porté sur la société contemporaine, tous s'accordent à dire que les forces productives médiévales sont incommensurables aux nôtres. Or il me semble précisément, au contraire, que c'est sur ce point que la comparaison peut être la plus fructueuse, en ce sens que l'étude du Moyen Âge a, quant à cette question, beaucoup à nous

21. On pourrait s'étonner de ce que l'affirmation (ou la dénégation) de l'analogie puisse identiquement, en fonction de ce sur quoi porte l'analogie, servir à exprimer deux jugements de valeur opposés. Ce n'est là cependant que le reflet de la position profondément ambiguë occupée par le Moyen Âge dans les représentations contemporaines, où il incarne l'origine (avec tout ce qui s'attache de valeur à ce qui ainsi fonde l'identité, sans parler des connotations positives qui apparaissent lorsque l'origine est pensée par surcroît dans les termes de l'ontogenèse – le Moyen Âge comme « enfance de l'Europe », selon l'expression de Robert Fossier) aussi bien que l'inversion du contemporain – dualité dont témoigne l'existence des deux adjectifs « médiéval » et « moyenâgeux », le premier réservé aux réalités du Moyen Âge tandis que le second sert à désigner toute pratique contemporaine réprouvée. Toutefois, si le Moyen Âge peut parfaitement être affecté d'une valeur positive, néanmoins en dernier ressort il est du côté du négatif, parce que notre société continue à se penser dans le cadre de l'imaginaire téléologique du progrès, où le dernier stade atteint est nécessairement supérieur aux précédents, qui sont ainsi négatifs relativement – plutôt que de valoriser par-dessus tout l'origine, comprise comme passé inégalable (ainsi que c'était le cas dans l'anthropologie chrétienne).

22. M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire*, op. cit., p. 7.

23. Ceci sans même parler de cette autre utilisation encore de l'analogie comme justification de l'histoire médiévale, utilisation à fronts renversés, qui tire argument de l'écart même entre notre société et la société médiévale, de l'impossibilité de toute analogie donc, pour justifier la pertinence de l'étude du Moyen Âge, dans la mesure où il est posé en modèle perdu du fonctionnement social. Cette utilisation explicitement idéologique de l'analogie est toutefois extrêmement minoritaire.



apprendre sur notre société, et ce de façon relativement désidéologisée<sup>24</sup>. En effet, le consensus même qui règne sur l'impossible analogie est un bon indice de ce que, touchant ce domaine, on aborde au cœur de l'idéologie de notre société<sup>25</sup>, ce cœur qui justement s'impose à tous, aussi opposées que puissent être par ailleurs leurs positions ; et, dans la mesure où fondamentalement le Moyen Âge reste une figure dépréciative, il était nécessaire qu'à propos de l'élément central, invariant, de l'idéologie de notre société, soit affirmée l'altérité radicale du Moyen Âge. Le consensus usuel est le suivant : l'économie contemporaine serait chose strictement humaine, tandis que l'économie médiévale était caractérisée par l'importance en son sein de la nature comme force productive, comme contrainte structurante ; l'économie contemporaine représenterait donc comme la libération de l'économie par rapport à la nature, son humanisation de part en part, sa prise de contrôle par les hommes, la société, dont elle deviendrait par là le vecteur d'autonomie<sup>26</sup>. Désormais affranchie de limitations extérieures, l'économie pourrait se développer sans entraves, faisant de la croissance la figure idéologique fondamentale de notre société<sup>27</sup>, symbole de notre libération même. Or précisément, ce que nous commençons à apercevoir est l'exact contraire : la nature, par le biais de ce Janus que sont la déplétion énergétique et le réchauffement climatique (dont nous serions trop heureux qu'ils fussent une Charybde et une Scylla entre lesquelles il fût possible de choisir)<sup>28</sup>, se rappelle à notre mauvais souvenir comme fondement de la dialectique sociale, remettant ainsi en question

24. Il n'est bien sûr pas question de dire que l'usage que je propose ici de l'analogie serait, lui, comme par exception, dépourvu de tout lien avec un jugement, mais du moins n'est-ce pas un jugement de valeur (c'est-à-dire dépendant d'un système, contingent, de valeurs), mais un jugement de fait sur le caractère absurde de notre fonctionnement social présent, jugement de fait reposant sur ce constat que l'objet de tout système social est sa reproduction (élargie ou non), soit précisément ce que notre société devient toujours plus rapidement parfaitement incapable d'atteindre.

25. Ce qui n'a rien d'étonnant puisque, comme on a déjà eu l'occasion de le dire, dans le capitalisme avancé l'idéologie coïncide avec ce qui pratiquement doit être reproduit.

26. Faut-il rappeler que, parmi les différents types de liberté, c'est-à-dire les sphères sur lesquelles elle porte, c'est aujourd'hui le plus souvent la liberté économique (le marché libre) qui est comprise comme la plus essentielle, parce que celle dont finiront comme nécessairement par découler les autres (voir par exemple l'attitude occidentale à l'égard de la Chine depuis Deng Xiaoping) ?

27. Logiquement, puisqu'elle en est la condition pratique de reproduction, la reproduction ne pouvant dans le capitalisme prendre que la figure de la reproduction élargie.

28. Et, comme notre société est particulièrement prodigue de tétatologie, aux classiques deux faces de Janus il conviendrait de rajouter de multiples facettes ayant pour nom extinction des espèces (et notamment des pollinisateurs), épuisement des ressources aquifères, etc.

la possibilité d'une croissance infinie, et réinstallant comme horizon non pas seulement la stase mais bien la décroissance. Nous commençons à nous éprouver à nouveau comme une société limitée, caractérisée par ses seuils, ce que nous avons complètement non pas seulement oublié mais dénié.

Alors que la fascination d'un Abel, d'un Postan ou d'un Le Roy Ladurie pour l'éternel retour qu'étaient les cycles longs de l'économie médiévale et moderne renvoyait à la découverte, par la société qui était la leur, du fait qu'elle s'était libérée (croyait-elle) des seuils physiques entraînant une telle cyclicité sans tendance, une périodicité donc, le désintérêt subséquent pour ces phénomènes, et plus largement pour les économies préindustrielles, désintérêt aussi vif que la fascination avait été marquée, correspond au fait que l'on s'est accoutumé à cette nature nouvelle de notre économie, que l'on n'apercevait même plus. La croissance infinie dans un monde fini, croissance exponentielle qui plus est (puisque jamais mesurée autrement qu'en valeur relative), était désormais considérée comme parfaitement naturelle, tant et si bien que l'on n'éprouvait même plus le besoin de s'émerveiller par contraste de la différence avec la stationnarité des économies périodiques préindustrielles, qui au contraire, par leur incapacité à réaliser cette « nature » (contre-nature), ne nous apparaissaient plus que comme un immense dysfonctionnement inutile à étudier (sauf à décidément s'intéresser aux *curiosae*), sinon pour savoir comment avait été mis fin à cette hétéronomie aliénante de l'économie. La figure paradigmatique de ce retournement par rapport aux néo-malthusiens est Douglass C. North, fondateur d'une *new economic history* néo-institutionnaliste qui établit un lien d'airain entre la croissance de l'économie, sa libération institutionnelle (c'est-à-dire l'avènement du libre marché) et l'avènement de la *free society* (soit bien sûr la nôtre), tandis que disparaît totalement de sa problématique la question de la nature comme force productive et comme contrainte. Ainsi la société apparaît-elle comme n'ayant eu à libérer son économie que de limites qu'elle, et elle seule, lui avait imposées, d'où une image profondément négative des sociétés préindustrielles puisque, leurs limites n'ayant plus de raison véritable (comme c'était le cas chez les néo-malthusiens), elles ne peuvent s'originer que dans l'irrationalité, qui en dernière analyse apparaît aux yeux de ce courant seule capable d'« expliquer » que l'économie ne jouisse pas d'une complète autonomie<sup>29</sup>. C'est dans ce

29. Il est sans doute révélateur des liens entre existence matérielle et conceptualisation intellectuelle que si les néo-malthusiens étaient européens (et dotés d'origines sociales les ancrant dans un monde de villages et de petites villes encore profondément marqué par l'importance d'une agriculture restée fortement dépendante de la nature), c'est aux États-Unis qu'apparut le néo-institutionnalisme (chez des universitaires aux origines exclusivement urbaines), puisque

cadre que l'on peut comprendre le décalage qui s'est réalisé vers l'aval, c'est-à-dire vers la révolution industrielle et la saga de la croissance libérée, des travaux d'histoire économique, décalage dont on ne saurait trop souligner la signification puisque, des fondateurs de l'approche historique de l'économie (par exemple Schmoller) aux néo-malthusiens qui, après la Seconde Guerre mondiale, assurèrent le triomphe académique de cette discipline, c'étaient au contraire toujours les époques pré-industrielles qui avaient été privilégiées. Dans ce contexte, sauver la légitimité de l'histoire économique médiévale et moderne ne peut passer que par la démonstration de la fausseté des thèses néo-malthusiennes, d'où la popularité, chez les historiens néo-institutionnalistes actuels de l'économie médiévale et moderne, de cette approche, qui fait que la périodicité de cette économie, due à l'existence de seuils écologiques, est non plus seulement ignorée comme chez un Douglass C. North, mais bel et bien déniée<sup>30</sup>.

En quoi peut-on au contraire considérer que l'étude du Moyen Âge (mais en fait de n'importe quelle civilisation préindustrielle), et d'un Moyen Âge à propos duquel on n'ignore ni ne dénie le rôle crucial qu'y jouait la nature comme force productive, est susceptible d'être d'intérêt pour le présent ? En ce qu'elle nous rappelle combien le monde dans lequel nous avons vécu pendant un siècle et demi était étrange, combien sa croissance putativement sans limite était improbable, et combien le degré de développement matériel qui le caractérise était exceptionnel, et voué à le rester, et donc chimérique. Insister sur l'analogie, au niveau des forces productives, entre le Moyen Âge et notre monde revient alors à porter notre regard moins sur le passé, ni non plus sur le présent, que sur notre futur. En faisant apparaître comme une très temporaire illusion ce que nous avons pris pour les commencements d'une nouvelle ère infinie (souvenons-nous des récentes vaticinations sur « la fin de l'histoire »), l'analogie médiévale (ou moderne, ou extra-européenne : comme l'on voudra ; mais préindustrielle en tout cas) permet de remettre dans sa juste perspective historique notre société, et ainsi par exemple d'apercevoir qu'à l'aune de leurs conséquences de très long terme les innovations technologiques ayant permis l'utilisation des énergies fossiles (machine à vapeur puis moteur à explosion) n'auront eu de réelle importance que par les

---

aussi bien c'est d'abord aux USA, pointe avancée de l'économie contemporaine, que se fit l'apparent découplage entre économie et nature.

30. Cf. notamment S. R. EPSTEIN, *Freedom and Growth : the Rise of States and Markets in Europe, 1300-1750*, Londres, 2000 ; J. HATCHER, M. BAILEY, *Modeling the Middle Ages. Economic Development in Theory and Practice*, Oxford, 2001.

catastrophes qu'elles engendrèrent<sup>31</sup> – catastrophes dues non à ces techniques elles-mêmes mais à l'utilisation insensée qui en fut faite par le capitalisme. Finalement, et fondamentalement, ce que permet l'analogie avec les sociétés préindustrielles, c'est de s'apercevoir qu'assurer durablement la reproduction au moins à l'identique d'un système social n'a rien d'une question triviale, et qu'à l'avoir considérée comme telle, à l'avoir ignorée donc, nous ne sommes parvenus qu'à la rendre immaîtrisable. C'est s'apercevoir aussi, corrélativement, qu'au contraire la notion de développement durable, pour ne pas être un franc oxymore, néanmoins joint deux termes largement contradictoires, et ne peut donc être simple adjonction d'un adjectif à une logique pour l'essentiel conservée mais au contraire renversement des priorités. L'analogie, alors, parce qu'elle sert aussi à pointer les différences entre ce que l'on compare, permet de s'interroger sur ce qui, des transformations extraordinaires qui caractérisent le monde contemporain, à la fois peut et doit être conservé, et comment : au hasard, la différence radicale, positive, et sustainable, entre le Moyen Âge et nous tient-elle à notre capacité à nous déplacer comme d'ultra-rapides totos (voiture, avion, etc.)<sup>32</sup>, ou à nos moyens de traiter l'information (i. e. l'informatique) ? On le voit, la réflexion sur l'analogie médiévale pourrait nous aider à éviter, parce que nous l'anticiperions et le gérerions en fonction d'objectifs moins absurdes que la reproduction d'une civilisation qui n'est pas viable, que le brutal retour de bâton d'une nature trop longtemps oubliée ne se transforme en avènement d'un monde moins médiéval que moyenâgeux, madmaxien.

### ***L'histoire (médiévale) comme prophylaxie intellectuelle ?***

Que ce soit par le recours à la figure des origines, comprises comme fondatrices par leur ancienneté d'une valeur, ou par le biais de l'analogie, vectrice de discours beaucoup plus divers, l'histoire (médiévale), lorsqu'elle est mobilisée pour comprendre le présent, fait généralement l'objet d'usages idéologiques qui pervertissent profondément la compréhension et du passé et du présent. Encore une fois, cela ne signifie nullement que tout usage fait de l'histoire pour comprendre le présent soit nécessairement idéologique (et l'on pourrait aussi bien argumenter que toute compréhension du présent

31. Bouleversement climatique et disparition des ressources mêmes autour desquelles s'était restructuré le système productif dans son ensemble (dans ses procédés techniques aussi bien que dans la division du travail en multiples processus indépendants et que dans son organisation géographique, tous éléments entièrement déterminés par le coût quasiment nul de l'énergie fossile).

32. À moins que l'on ne préfère l'image de ces poulets qui continuent à courir avec ardeur quoiqu'on leur ait déjà coupé la tête.

qui ne se fonderait pas, entre autres, sur l'analyse du rapport de ce dernier au passé courrait le risque d'être idéologique), mais que le danger toujours est présent. On pourrait donc voir la justification, sociale aussi bien qu'intellectuelle, sociale parce qu'intellectuelle, de l'étude de l'histoire (médiévale) dans la nécessité de s'opposer à ses travestissements idéologiques en donnant les moyens intellectuels de les réfuter.

À l'entendre strictement, l'argument présente toutefois une difficulté dirimante. Il signifierait en effet que l'étude de l'histoire (médiévale) n'aurait de justification que lorsqu'il s'agirait de se donner les moyens de déconstruire les mythes historiques (médiévalistes). Or d'une part, l'on voit alors mal comment pourrait être *a priori* distingué ce qui est mythe historique (médiévaliste) de ce qui ne l'est pas, puisque si, dans cette optique, seule l'étude objective de l'histoire (du Moyen Âge) serait susceptible de dire ce qu'était réellement cette histoire (par opposition aux mythes qui en sont véhiculés), cependant une telle étude ne serait justifiée, donc rendue possible, que par réaction à la propagation de mythes historiques (médiévalistes) ; l'identification du problème ne serait donc possible que grâce à une étude qui ne serait pourtant justifiée que par l'existence même du problème, dans la mesure où elle en serait la résolution – soit le problème classique de la poule et de l'œuf, mais où il ne pourrait y avoir ni poule ni œuf<sup>33</sup>... D'autre part et surtout, rien ne permet d'apercevoir en quoi serait garantie la nature objective de cette étude de l'histoire (du Moyen Âge), c'est-à-dire en quoi la différence par rapport au mythe historique (médiévaliste) auquel elle s'opposerait ne serait pas une simple différence de positionnement idéologique plutôt que la différence, fondamentale, entre une approche instrumentaliste de l'étude de l'histoire (médiévale) et une approche scientifique. En effet, alors que cette dernière se définit par la recherche de la logique d'ensemble de son objet (dans la mesure où elle seule permet d'en rendre compte adéquatement), limiter l'étude de l'histoire (du Moyen Âge) à une fonction d'hygiène rationaliste signifierait qu'elle n'envisagerait de son objet que ce qui sert de support à une élaboration idéologique, ce qui suffirait à en faire elle-même une activité irrationnelle (à supposer même que soient résolus – ce qui est pourtant impossible – et le problème de l'identification *a priori* de ce caractère idéologique, et celui des garanties qui pourraient être apportées quant à la nature non idéologique de l'étude subséquente). En effet, non seulement par là serait rendue impossible la compréhension de l'histoire (du Moyen Âge), puisque n'en serait étudié

33. Où l'on voit qu'à chercher à justifier par son utilité sociale (par l'entremise de son utilité intellectuelle) l'étude de l'histoire (du Moyen Âge), on en empêche en fait la réalisation, et par là l'utilité sociale.

que ce qui fait l'objet de mythes historiques (médiévalistes), mais par ailleurs serait aussi bien, et par cette raison même, rendu impossible le but unique assigné à l'étude de l'histoire (du Moyen Âge), soit la mise à bas des mythes historiques (médiévalistes). Ceci parce que, puisque la compréhension réelle de l'histoire (du Moyen Âge) serait impossible, aucun argument probant ne pourrait donc être opposé auxdits mythes.

Mais, pour essentielle que soit ainsi la difficulté d'une justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par le déboulochage des mythes historiques (médiévalistes), elle semble cependant pouvoir être aisément tournée. Pour cela, il suffit en effet de reconnaître que l'étude de l'histoire (médiévale) ne peut assumer l'utilité visée que si la réalisation de cette étude n'est pas directement subordonnée à l'atteinte de cette utilité : que si donc l'histoire (médiévale) est étudiée en et pour elle-même et non pas uniquement pour réfuter les mythes historiques (médiévalistes), parce que c'est ainsi seulement qu'elle peut devenir capable d'assurer cette réfutation. Il apparaît donc essentiel de distinguer nettement deux fonctions : d'une part l'étude de l'histoire (médiévale) en elle-même et pour elle-même, et d'autre part l'usage du savoir ainsi produit pour en faire un élément de compréhension du présent (étant entendu que, comme je l'ai déjà dit, un tel usage ne peut être fait de façon pertinente que par qui se spécialise dans l'étude du présent, et non dans celle du passé). Une telle distinction se heurte certes à la compréhension usuelle qu'ont les historiens (médiévalistes) de leur activité, puisque non seulement ils réclament un monopole sur l'interprétation historique du présent, dont ils seraient seuls capables dans la mesure où toute analyse mettant en jeu le passé (médiéval) devrait être leur exclusive, mais que par ailleurs ils revendiquent l'influence des questions que pose le présent sur la façon dont ils formulent leurs enquêtes sur le passé (médiéval)<sup>34</sup>, en tant que cela permet

34. Essentielle dans cette double rupture qu'a représenté la monopolisation par les historiens de l'analyse du passé (y compris lorsqu'elle n'avait pour objet que la compréhension du présent), et leur revendication d'une influence directe des problèmes du présent sur leur analyse de l'histoire, a été la fondation par Marc Bloch et Lucien Febvre des *Annales d'histoire économique et sociale*. En effet, il s'agissait par là, d'une part, d'occuper un champ d'investigation, celui de l'histoire économique et sociale, qui jusque-là avait été couvert par une revue qui émanait non pas des facultés d'histoire mais de celles de droit (la *Revue d'histoire économique et sociale*, fondée en 1903), même s'il est vrai que cette monopolisation historique du passé que porte la fondation des *Annales* reste généralement inaperçue, ou plutôt apparaît renversée en son contraire en raison du discours par ailleurs tenu par les mêmes Bloch et Febvre quant à la nécessité de l'adoption par les historiens de méthodes économiques, sociologiques et anthropologiques d'analyse du passé, ouverture des historiens sur les méthodes d'autres disciplines qui masque que dans le même mouvement ils excluent ces autres disciplines de l'étude légitime du passé ; en effet, le moindre des buts de cette ouverture méthodologique n'était pas de légitimer le monopole des historiens sur le passé grâce à l'adoption de ces méthodes d'autres disciplines,



directement de poser l'activité historique comme mode de compréhension du présent (puisque l'activité historique porte ainsi sur des thèmes qui sont ceux posés par le présent même, par les problèmes qu'il fait surgir), et par là de la justifier (aux yeux, du moins, de ceux que ne préoccupe que le présent). Par rapport donc à la distinction que je propose entre deux fonctions nettement séparées, et dont l'une (l'usage, pour la compréhension du présent, de l'analyse du passé [médiéval]) est nécessairement subordonnée à l'autre (parce qu'elle y trouve sa condition de possibilité), la compréhension usuelle par les historiens (médiévisistes) de leur activité non seulement refuse cette stricte distinction (pour n'y voir que deux facettes d'une seule et même activité, la leur), mais par ailleurs renverse le rapport de subordination, non bien sûr parce que l'analyse du présent serait comprise comme la condition de possibilité de l'étude du passé (médiéval), mais parce qu'elle est perçue comme ce qui en détermine les formes concrètes. Il n'en reste pas moins que seule une telle distinction entre d'une part la production de la compréhension du passé, et d'autre part son usage pour l'analyse du présent, permettrait d'éviter les travestissements idéologiques de l'histoire (médiévale) issus de son utilisation pour la compréhension du présent<sup>35</sup> dans la mesure où, à l'histoire (médiévale) écrite uniquement en fonction d'enjeux de présentation idéologique du présent, pourrait être opposée l'histoire (médiévale) écrite dans l'abstraction des enjeux (idéologiques comme non idéologiques) de compréhension du présent. Ainsi se trouveraient résolus les deux problèmes précédemment pointés, puisque l'existence d'un discours historique (médiévisiste) autonome permettrait d'aisément repérer, par leurs différences avec ce dernier, les mythes historiques (médiévalistes), et puisque par ailleurs le fait que ce discours serait analyse de la logique d'ensemble des sociétés

---

et par là de délégitimer l'intervention de ces disciplines dans l'analyse du passé. D'autre part, si les fondateurs des *Annales* revendiquaient ainsi le monopole des historiens sur l'étude du passé, ce n'était qu'en tant que pour eux ces derniers devaient représenter les intérêts cognitifs du présent ; ainsi lorsqu'en 1930, Lucien Febvre veut justifier le lancement par les *Annales* d'une enquête sur « le problème historique des prix », il commence par cette affirmation : « Le problème des prix : quelle en est l'importance, aujourd'hui, dans tous les domaines de la vie économique et sociale d'un univers profondément troublé ! », ce qui, après une décennie marquée par la question de la « vie chère » et à l'orée d'une période où c'est au contraire la déflation qui devient à l'ordre du jour, les deux par contraste avec la grande stabilité des prix qui prévalait avant la Première Guerre mondiale, indique clairement où l'historien puisait l'inspiration de ses thèmes (L. FEBVRE, « Le problème historique des prix », *Annales d'histoire économique et sociale*, 5, janvier 1930, p. 67).

35. Ce qui ne veut bien sûr nullement dire que ce serait par là éviter tout travestissement idéologique de l'histoire (médiévale), celui-ci pouvant emprunter des voies bien plus détournées que celles, directes, de l'usage idéologique de l'histoire (médiévale) pour la compréhension du présent.



historiques (médiévales) rendrait possible d'opposer des arguments objectifs à ces mêmes mythes, et par là de dévoiler la rationalité exclusivement idéologique de ces derniers<sup>36</sup>.

Mais de ce que l'étude de l'histoire (médiévale) soit ainsi en mesure, pour autant qu'on la laisse se développer par et pour elle-même, d'assurer sa fonction intellectuelle de réfutation des mythes historiques (médiévalistes), on ne peut pour autant inférer qu'elle serait *ipso facto* capable d'assumer la fonction sociale correspondante, soit la mise à bas desdits mythes. En effet, pour être capable de démonter ces mythes un par un, elle n'en reste pas moins bien en peine d'empêcher ceux qu'elle a ainsi invalidés d'être aussitôt remplacés par d'autres. Ceci parce que la stratégie qui consiste, pour contrer les mythes historiques (médiévalistes), à n'étudier que l'histoire (médiévale) revient à ne se pencher, pour les pallier, que sur les effets, et non sur leur cause (qui est en l'occurrence la société qui produit ces mythes) ; autant vaut de dire que la fonction qui serait ainsi assignée à l'historien (médiéviste), et qui serait présumée fonder son utilité, reviendrait à contrer au coup par coup des manifestations contingentes sans être capable de porter atteinte à leur principe de production – et ainsi les mythologies historiques (médiévalistes) ne seraient, face aux historiens (médiévistés) se dédiant à leur destruction, que comme l'hydre de Lerne : invincibles. Or que pourrait valoir la justification par une fonction que l'on serait incapable de remplir réellement ?

Est-ce alors à dire que et la lutte contre les mythes historiques (médiévalistes), et la justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par sa fonction de prophylaxie intellectuelle, seraient vaines ? Non pas, mais pour leur conférer une efficacité il convient de s'apercevoir que cette justification n'a de portée que très limitée, parce que cette lutte se fait essentiellement autrement que par l'entremise de cette étude. En effet, l'étude de l'histoire (médiévale) ne permet que de produire le constat de l'existence de mythes historiques (médiévalistes), de dévoiler la nature idéologique de certains discours sur l'histoire (médiévale) : elle révèle l'existence d'un problème intellectuel (pourquoi est-il nécessaire de travestir telle réalité passée ?), mais seul un spécialiste du contemporain est capable d'en trouver la solution, c'est-à-dire de mettre au jour les structures actuelles qui rendent nécessaires la présentation idéologique de telle réalité passée. Cela encore toutefois ne peut suffire à assurer la fonction de prophylaxie intellectuelle (qui ne se trouve donc pas simplement

36. Par ailleurs, le bénéfice d'une telle séparation stricte des fonctions ne se limiterait pas à la capacité ainsi assurée de contre intellectuel, puisque aussi bien ce seraient les conditions d'un usage pertinent du passé (médiéval) pour la compréhension du présent qui se verraient ainsi assurées (cf. pages 8-9). Le gain serait donc non pas seulement négatif mais également positif.

reportée, pour l'essentiel, de l'historien [médiéviste] sur le spécialiste du contemporain), dans la mesure où ni l'identification d'un phénomène ni le dévoilement de ses causes ne suffisent jamais à eux seuls à supprimer ledit phénomène – le diagnostic n'est jamais que la condition de la thérapeutique, de même que l'identification de manifestations comme étant symptomatiques n'est que la condition du diagnostic. Ce qui en effet est requis, une fois identifiées les causes du mythe historique (médiévaliste), c'est l'action, politique nécessairement (en un sens très large de cet adjectif<sup>37</sup>), sur ces causes. Ce n'est donc pas tant l'étude de l'histoire (médiévale) qui est insuffisante pour assurer la fonction qu'on lui assigne, que l'étude elle-même, qui doit se résoudre à l'action et en l'action.

La justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par sa fonction de prophylaxie intellectuelle relative aux mythes historiques (médiévalistes) apparaît donc finalement comme de portée et de valeur bien moindres qu'initialement envisagées, puisque l'étude de l'histoire (médiévale) ne se trouve plus assurer, dans l'effectuation de cette fonction, que le rôle d'une condition, certes nécessaire, mais en aucun cas suffisante, et qui ne fait qu'enclencher un processus dont les étapes essentielles se situent ailleurs. Là cependant n'est pas le seul bémol à apporter à la pertinence d'une telle justification – ce qui ne doit pas être confondu avec la dénégation de cette justification, mais signifie simplement qu'elle ne peut à elle seule prétendre fonder la légitimité de l'étude de l'histoire (médiévale). En effet, dans la mesure où le rôle idéologique direct de l'histoire (médiévale) a, on l'a déjà vu, considérablement décliné, autant dire que si l'on veut justifier l'histoire (médiévale) par sa contribution à cet enjeu idéologique (c'est-à-dire par sa capacité à le désamorcer), ce n'est pas seulement que celle-ci est, on vient de le dire, relativement mince, mais que celui-ci aussi bien est faible, et avec lui cette justification, puisque le médiéviste n'a aujourd'hui plus à lutter que contre des mensonges d'une médiocre efficacité dans le corps social, sans commune mesure avec les productions idéologiques véritablement influentes, et qui pourraient donc légitimement sembler requérir l'emploi de forces que l'étude de l'histoire (médiévale) ne ferait, elle, que gaspiller. Et si la relativisation de l'importance de la fonction prophylactique de l'étude de l'histoire vaut pour celle-ci en général, elle concerne plus encore l'histoire médiévale dans la mesure où la centralité du Moyen Âge dans la justification historique de la société contemporaine (justification historique elle-même en perte de vitesse), et donc dans la production de mythes historiques, ne cesse de décroître, en lien avec le présentisme

37. Et un sens en tout cas sans rapport avec l'activité professionnalisée confiscatoire à quoi renvoie ce terme dans lesdites démocraties représentatives.

qui caractérise notre société. Ainsi les débats publics relatifs à l'histoire, où jamais sa fonction idéologique n'apparaît plus clairement, ne portent-ils aujourd'hui généralement plus que sur l'histoire contemporaine (cf. récemment en France la polémique autour du caractère « globalement positif » de la colonisation, antérieurement en Allemagne celles relatives aux agissements de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale ou à Goldhagen, et en Israël les controverses autour de la relecture par les « nouveaux historiens » de la fondation de l'État hébreu). Autant, dans ce passé pas si lointain où la répartition des *Reihengräber* d'époque mérovingienne ou le partage de Verdun de 843 étaient utilisés pour étayer des revendications territoriales, et où la rhétorique eschatologique et universaliste de l'empire ottonien était présentée comme le fondement historique justifiant le millénarisme et les ambitions européennes nazis, les médiévistes pouvaient avoir un rôle essentiel à jouer pour replacer ces éléments historiques dans leur contexte réel, irréductible aux phantasmes contemporains<sup>38</sup>, autant voir dans cette fonction la justification aujourd'hui de l'histoire médiévale serait accepter pour cette dernière une place qui ne saurait être que périphérique, marginale, et appelée à le devenir toujours plus.

Que la fonction d'hygiène de l'intellect que peut assurer l'étude de l'histoire (médiévale) ne puisse suffire à fonder la légitimité d'une telle étude ne signifie cependant en rien que cette fonction soit dépourvue d'importance et, pour ne pouvoir être la justification de l'existence de l'historien (médiéviste), elle n'en est pas moins son devoir (ou plutôt l'un de ses devoirs, civique et non pas intellectuel). Elle représente en effet le rôle citoyen qui découle de

38. Même si concrètement leur rôle a bien plutôt consisté à conférer une dignité académique à ces délires, ce qui amène à interroger la pertinence d'une justification de l'étude de l'histoire (médiévale) par la fonction prophylactique des historiens (médiévistes), tant ceux-ci ont bien plus souvent assumé le rôle de boutefeux idéologiques, du moins tant que l'histoire (médiévale) avait une importance idéologique réelle. On peut à cet égard émettre l'hypothèse que tant qu'une fonction idéologique est essentielle, les dominants mettent tout en œuvre pour s'assurer de son contrôle, à la fois en intégrant au groupe dominant ceux qui l'assument (car si les universitaires appartiennent aujourd'hui à la fraction dominante du groupe dominé, c'est de la fraction dominée du groupe dominant qu'ils relevaient hier) et en les soumettant à un contrôle direct (ainsi les universités prussiennes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se trouvaient-elles sous la férule étroite de Friedrich Althoff, directeur du ministère de l'Éducation, qui avait la haute main sur les nominations de professeurs), tandis qu'à partir du moment où une telle fonction idéologique n'est plus que secondaire, ils ne cherchent plus à contrôler aussi étroitement un groupe avec lequel ils ne se reconnaissent plus rien en commun. Ainsi la fonction prophylactique des historiens (médiévistes) par rapport aux usages mythologiques de l'histoire (médiévale), loin d'être pour eux le moyen de regagner leur importance perdue en excipant de leur utilité, n'est-elle finalement que la conséquence de cette perte d'importance, en ce que seule celle-ci leur confère l'autonomie qui leur permet d'exercer cette fonction.

son activité, comme une conséquence certes secondaire mais néanmoins nécessaire – mais nullement comme une cause suffisante, comme une fin. Si la fonction de rappel public à l'objectivité ne peut à elle seule permettre de justifier l'activité de l'historien (médiéviste), par contre la non-utilisation par ce dernier de son savoir spécifique, dans la sphère publique, contre les usages idéologiques faits de l'histoire (du Moyen Âge) serait, elle, injustifiable<sup>39</sup>.

### L'altérité comme atout ?

Dans la mesure où la construction d'un rapport entre le Moyen Âge et le présent (que ce rapport soit de procession ou d'analogie, et que l'on envisage la contribution active du médiéviste à sa construction, ou au contraire le combat contre les usages idéologiques qui en seraient faits) ne peut suffire à justifier intellectuellement l'étude du Moyen Âge, et au contraire le plus souvent la disqualifie (intellectuellement, sinon socialement) en la transformant en simple vecteur d'enjeux contemporains qu'elle ne sert qu'à masquer pour mieux les servir, il peut paraître tentant de renverser l'argumentation justificatrice. La raison pour laquelle étudier le Moyen Âge serait donc que c'est un objet qui nous est étranger, et qui de ce fait nous autorise plus facilement une approche abstraite de nos intérêts et enjeux immédiats, ce qui donc nous rend plus aisée la compréhension, à travers lui, de cet objet plus général, et qui est le seul véritable pour tout praticien des sciences sociales, qu'est le fonctionnement d'une société humaine<sup>40</sup>. Dans ce cadre, et l'éloignement toujours plus grand de notre monde d'avec le Moyen Âge, et la perte de vigueur du recours idéologique à l'histoire en général et au Moyen Âge en particulier, soit précisément ce qui semblait saper l'utilité intellectuelle aussi bien qu'idéologique de l'étude du Moyen Âge, et par là sa justification, apparaissent au contraire comme les conditions nécessaires d'une utilité intellectuelle bien comprise ; ainsi, jamais l'étude de l'histoire, et tout particulièrement de l'histoire du

39. Ainsi, face à l'usage idéologique (fondé sur la figure de l'origine) fait de l'histoire médiévale par S. GOUGUENHEIM, *Aristote au Mont-Saint-Michel : les racines grecques de l'Europe chrétienne*, Paris, 2008, usage idéologique correspondant en fait simplement à un discours sur notre présent, a été opposée une réaction à la fois publique (« Oui, l'Occident chrétien est redevable au monde islamique », article publié par 56 chercheurs en histoire et philosophie médiévales dans *Libération*, 30 avril 2008) et scientifique (P. BÜTTGEN, A. DE LIBERA, M. RASHED, I. ROSIER-CATACH (dir.), *Les Grecs, les Arabes et nous : enquête sur l'islamophobie savante*, Paris, 2009).

40. Et c'est effectivement une raison de cet ordre qui m'a amené à chercher à redoubler l'altérité en travaillant non pas seulement sur la période médiévale, mais aussi sur un pays qui n'était pas le mien, en l'occurrence l'Allemagne – excellent moyen d'éviter les présupposés nationalistes qui ont si fortement structuré l'historiographie médiévale, et y persistent à l'état d'héritage.

Moyen Âge, n'aurait été plus utile, parce que plus sereinement possible, qu'aujourd'hui.

Mais dans ce cas, d'une part il est des objets sociaux qui nous sont encore plus étrangers, et qui donc devraient être encore mieux à mêmes de nous assurer les conditions d'une recherche fructueuse. Il s'agit, pour rester dans le champ de l'histoire, de l'Antiquité, qui précisément a vu se développer des approches aussi remarquablement novatrices que celles de Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet et Marcel Détiéne. Et surtout, en sortant du champ de la seule histoire, il s'agit de l'ensemble de l'anthropologie traditionnelle<sup>41</sup> – ce terreau plus fertile que tout autre de la science sociale du xx<sup>e</sup> siècle –, qui porte, elle, sur des civilisations dont les vestiges ne nous entourent pas, dont les structures n'affleurent pas encore par endroits dans notre monde contemporain, et dont les mots ne restent pas (quelques transformations fondamentales qu'ait pu connaître leur sémantique) pour partie les nôtres. Avec par surcroît pour l'anthropologie cet avantage que l'expérience de l'altérité s'y fait de manière on ne peut plus directe, et non comme pour l'historien (médiéviste) par le truchement de vestiges textuels et matériels, toujours plus faciles à plier apparemment à nos logiques interprétatives que l'irréductible étrangeté d'un comportement vécu, et qui ne risquent pas, contrairement à l'informateur, de s'élever contre, et de ruiner, l'interprétation que l'on en produit, si elle ramène l'altérité au connu.

D'autre part et surtout, ce serait se leurrer profondément que de croire que la nature de l'objet d'étude pourrait suffire, à elle seule, à rendre notre démarche objective, puisque cela seul qui disparaîtrait de notre idéologie n'en serait précisément que l'écume, l'accessoire, la réalisation concrète dans des intérêts sociaux directs, et non pas l'essentiel, la structure même, le principe de production des réalisations idéologiques concrètes. Pour le dire plus concrètement : si lorsque j'étudie, par exemple, la crise de 1929, viennent polluer mon analyse des controverses actuelles sur le rôle de l'État dans la conduite de l'économie, sur l'effet des politiques monétaires, etc., ce qui ainsi vient s'enter sur l'analyse historique, ce ne sont que des débats à l'intérieur d'un horizon idéologique donné, qui, lui, reste inaperçu (justement parce que l'on se focalise sur ces débats), donc non soumis à controverse, et n'en imprègne par là que plus fortement l'analyse historique ; or lorsque j'étudie l'économie médiévale, si de tels débats disparaissent, par contre cet horizon est toujours identiquement présent et incontesté, et d'abord dans la définition

41. Mais l'on pourrait en dire autant de l'histoire, en développement, des mondes non-occidentaux.

même de mon objet, l'économie<sup>42</sup>, mais aussi dans les mécanismes interprétatifs, les schèmes d'analyse utilitaristes fondés sur la valeur d'échange que je mets en œuvre parce que je n'envisage même pas la possibilité de l'existence d'autres schèmes interprétatifs. Non seulement il n'y a donc pas d'avantage, sous cet aspect, à travailler sur une société définie (telle que peut l'être la société médiévale) par son altérité, mais le risque est grand qu'un objet de ce type, tant il permet de se sentir abstrait des débats explicites usuels, fermement protégé par sa tour d'ivoire contre toute ingérence du présent, ne procure un sentiment erroné de sécurité épistémologique, et amène à baisser la garde de la réflexivité<sup>43</sup>. Au contraire, lorsque nous travaillons sur le plus proche de nous, l'emprise sur nos analyses de réflexes intellectuels inculqués, de présupposés, est si péniblement évidente pour qui ne se satisfait de n'être que le fidèle perroquet des discours ambiants<sup>44</sup> que, de proche en proche, en les déconstruisant progressivement, on peut finir par devenir plus aisément attentif à des schèmes plus profondément ancrés.

42. Pour une critique de l'importation irraisonnée de la notion d'économie dans l'étude du Moyen Âge, cf. la première partie (« Wirtschaftsanthropologie als Chimäre ») de J. DEMADE, « Grundrente, Jahreszyklus und monetarisierte Zirkulation. Zur Funktionsweise des spätmittelalterlichen Feudalismus », *Historische Anthropologie*, 17-2, 2009, p. 222-244, en l'occurrence p. 222-227.

43. Combien de médiévistes ne s'estiment-ils pas quittes de toute réflexion quant au placage qu'ils opèrent, sur les réalités médiévales qu'ils analysent, de notions contemporaines, et de l'idéologie qu'elles véhiculent implicitement (en tant qu'elles sont le reflet biaisé des structures concrètes contemporaines, dont elles ont pour objet d'assurer la reproduction) et en fonction desquelles elles restructurent la réalité analysée, rendue ainsi non pas seulement incompréhensible, mais transformée en moyen de la reproduction idéelle de notre propre société, dès lors qu'ils ont, d'un geste d'une audace critique à nulle autre pareille, habillé ces notions de guillemets ? Guillemets qui, s'ils manifestent qu'ils perçoivent la difficulté inhérente à ce placage, témoignent aussi bien de ce qu'ils ne la prennent pas au sérieux, parce qu'ils sont incapables d'en mesurer toute l'ampleur, puisque la réponse qu'ils y apportent n'est qu'une pirouette qui finalement ne change rien, fors le faux-semblant de réflexivité qu'elle placarde au vu et au su de tous – et qui finalement n'en rend que plus aisée, puisque ainsi la conscience critique est à bon compte apaisée, l'importation sauvage de conceptions anachroniques. Il y a là une attitude qui est à la réflexion intellectuelle ce que, dans l'ordre de l'hygiène domestique, représente le fait de balayer la poussière sous le tapis (précisons qu'un tel comportement n'est bien sûr nullement l'apanage des seuls médiévistes, et peut aussi bien se retrouver chez tous les types d'analystes de sociétés autres que la nôtre).

44. Ce qui n'est pas si aisé dans la mesure où, ces discours ayant pour caractéristique d'être (apparemment) antagoniques (en ce sens où s'ils ont des structures identiques, ils les réalisent différemment), ceux qui les reprennent ont l'impression d'exercer leur faculté de jugement autonome en se décidant pour tel type d'argumentation commune plutôt que pour tel autre, sans s'apercevoir que le choix auquel on les somme de procéder n'est qu'un leurre.



Ce n'est ainsi sans doute pas un hasard si l'un des analystes du monde social qui a le plus fortement mis au centre de sa recherche le travail réflexif, et l'a fait le plus progresser en mettant notamment au jour les schèmes invariants inaperçus de l'analyse intellectuelle du monde social, Pierre Bourdieu<sup>45</sup>, a très largement travaillé sur ses milieux même d'appartenance sociale (la paysannerie béarnaise, les grandes écoles parisiennes et le monde académique français). Et ce serait une profonde erreur que de croire que l'aspect réflexif de son travail se serait limité à ce choix d'objets qui lui étaient si proches, dans la mesure où ceux-ci ne lui étaient en fait qu'un moyen, par la suppression qu'ils autorisaient de la distance entre l'observé et l'observateur (distance constitutive de la relation usuelle d'analyse), de lui rendre saisissables des modes de penser qui, pour lui être propres (c'est-à-dire propres à la position sociale qu'il occupait et à la fonction qu'il remplissait), n'étaient pas réductibles à son appartenance à ces milieux spécifiques, mais revêtaient bien plutôt la valeur générique de l'*habitus* de l'intellectuel, du rapport intellectuel au monde. Pour le dire autrement, ce n'est pas directement par le biais de son travail sur les élèves des grandes écoles ou sur les universitaires français que Pierre Bourdieu cherchait à reconstituer l'*habitus* intellectuel, puisque aussi bien celui-ci est-il d'une valeur bien plus générale que ces deux objets (tandis que réciproquement ces deux objets recouvrent un ensemble de problématiques irréductibles à la seule question de la nature de l'*habitus* intellectuel), mais indirectement par l'entremise du rapport spécifique (d'identité) que généraient pour lui ces objets entre l'observateur et l'observé, raison pour laquelle un objet aussi différent que pouvait l'être la paysannerie béarnaise, lui faisait dans cette quête aussi bien affaire. Que le travail réflexif de Pierre Bourdieu ne se soit pas limité au choix, comme objet d'étude, de ses propres milieux d'appartenance, preuve en est qu'il a identiquement mené ce travail réflexif à travers l'observation de ce qui lui était au contraire le plus éloigné (la société traditionnelle kabyle), l'extension et la réduction maximales de la distance par rapport à l'objet de l'observation n'étant finalement pour lui que deux techniques de mise à distance de soi-même (soi-même n'étant ici pas à comprendre en un sens individuel mais social, c'est-à-dire comme l'incarnation d'une position dans un champ).

45. P. BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, 1980, p. 22-41. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la charge menée ici par Pierre Bourdieu vise Claude Lévi-Strauss, exemple paradigmatique du chercheur qui s'est consacré à l'altérité sociale radicale, et dont Pierre Bourdieu montre combien la théorie structuraliste doit à son *habitus* d'intellectuel, consiste en la rétroprojection sur son objet d'étude de cet *habitus*, tant et si bien que la compréhension dudit objet en devient profondément pervertie. Plus généralement (et sans qu'ici Claude Lévi-Strauss soit par contre en rien concerné), on sait aujourd'hui combien l'anthropologie et l'ethnologie traditionnelles, sciences par excellence de l'altérité, ont pu, en tant que sciences et technologies coloniales, être des disciplines de part en part idéologiques.



L'avantage qu'apporte au médiéviste l'altérité (relative) de son objet n'est finalement que ténu puisque si, contrairement à l'analyste du présent, ce n'est pas l'intégralité de sa pensée qui se retrouve agrippée par les discours ambiants, cela tient simplement à ce qu'une partie de ses questionnements, purement contingente historiquement (c'est-à-dire n'ayant de signification que rapportée à la période étudiée, et non pas également pour cet objet plus général qu'est le fonctionnement social), n'offre aucun point d'accroche aux discours contemporains, qui ne les considèrent que comme véniels ; l'autonomie intellectuelle « naturelle » du médiéviste n'a donc d'origine que négative, et ne porte que sur des questions qui n'attendent de réponse qu'érudite, tandis que pour toutes celles qui importent vraiment il n'est pas moins soumis que l'analyste du présent à l'hétéronomie de l'idéologie dans laquelle il ne baigne pas moins que ce dernier. Or non seulement l'avantage n'est donc que bien ténu, mais par ailleurs il peut aisément se renverser en son contraire puisque, si l'analyste du présent court le risque de n'avoir de pensée qu'hétéronome tandis que par construction le médiéviste conserve une part (passivement acquise) d'autonomie intellectuelle (ne portant toutefois que sur l'anecdotique), par contre celui qui travaille sur le contemporain a de plus grandes chances de se départir d'une portion plus conséquente de la pensée qui s'impose à lui, parce qu'il est plus susceptible que le médiéviste d'engager ce mouvement de déprise dans la mesure où c'est pour lui le seul moyen d'accéder à quelque autonomie intellectuelle que ce soit – or, une fois engagé ce mouvement, rien ne permet de prévoir jusqu'où il pourra être mené, mais rien, en tout cas, dans sa cause initiale, n'implique qu'il resterait, comme l'autonomie « naturelle » du médiéviste, cantonné au véniel.

Mais au-delà de ces différences, l'essentiel n'en reste pas moins que l'altérité n'est pas un donné mais un construit, n'est pas de l'objet mais de l'approche, vient tout entière de la capacité de l'analyste à se déprendre en profondeur de l'idéologie qui le conditionne. Et si c'est bien là ce qui peut fonder une utilité intellectuelle puisque c'est la condition d'une approche objective, on voit que l'étude du Moyen Âge ne peut revendiquer pour elle-même aucune utilité spécifique, aucune distinction par rapport aux autres objets d'étude du social, rien qui la justifierait en particulier. En tout cas, bien loin de résider dans le lien que le médiéviste pourrait établir entre le Moyen Âge et le présent, par le biais des origines ou de l'analogie, son utilité intellectuelle ne lui peut venir que de sa capacité à rompre, non pas avec son présent mais avec les discours de son présent<sup>46</sup>.

46. L'idée de la rupture avec le présent, de la tour d'ivoire comme condition du travail intellectuel, n'est qu'une autre manifestation, nullement propre au médiéviste, de cette forme d'erreur qui produit aussi bien l'illusion de ce qu'en raison de l'altérité de son objet le médiéviste (ou tout autre analyste de sociétés radicalement autres par rapport à la nôtre) n'est pas sujet à une

## Les avantages comparatifs pour la science sociale

On voit donc que la justification spécifique de l'étude du Moyen Âge ne peut se chercher qu'ailleurs que dans le rapport au présent (qu'il soit affirmé – origines et analogie – ou dénié – altérité). Cet ailleurs se détermine par un triple décalage ; d'une part, là où jusqu'ici je me suis borné à raisonner dans les termes d'une dialectique simple passé-présent, il convient de passer à l'analyse d'une multitude de rapports, dont la détermination chronologique (par surcroît non simplement bipolaire) ne soit qu'une détermination parmi d'autres ; d'autre part, alors que l'analyse s'est pour l'instant toujours centrée sur la réalité (en l'occurrence ses qualités intrinsèques d'origine, d'analogie ou d'altérité), c'est désormais sur les usages intellectuels qui en sont faits qu'il faut se concentrer ; enfin, alors que la justification de l'utilité intellectuelle de l'étude du Moyen Âge par rapport à celle des autres objets de la science sociale prenait jusqu'ici la forme soit de la coexistence par juxtaposition (dans le cas de l'origine et de l'analogie, puisque la validation de ces justifications de l'étude du Moyen Âge n'aurait en rien interdit de les appliquer aussi bien à l'étude d'autres périodes), soit de la concurrence (avec la justification par l'altérité, puisque dans ce cas ce serait forcément l'objet le plus autre qui devrait

---

approche idéologique de son objet. Non seulement ce n'est pas du monde dans lequel on vit qu'il faut s'abstraire (à supposer même qu'il n'y ait pas là une très pure contradiction dans les termes, ou plus encore une forme spécifique d'engagement), mais de la façon dont ce monde se vit, se pense ; par surcroît l'action dans son monde est nécessaire à tout analyste du social de même que l'observation du contemporain est nécessaire à tout historien. Par là en effet, c'est-à-dire par l'expérience de l'inverse de ce qui constitue son activité normale (l'observation, et non l'action, du passé et non du contemporain), et par là seulement, le médiéviste (comme n'importe quel autre historien) devient capable de prendre conscience des limites propres à son approche, qui n'en restent pas moins bien sûr indépassables, puisqu'elles lui sont constitutives (il est certes trivial de dire que l'historien ne peut agir sur le passé qu'il étudie, mais il faut aussi bien l'affirmer de l'analyste du contemporain qui, s'il doit tout autant que l'historien faire l'expérience de l'action, et non pas seulement de l'observation, ne doit pas la faire à propos de ce sur quoi porte son travail d'analyste, au risque de fausser celui-ci : de ne plus être qu'un « expert », c'est-à-dire un technicien du contrôle social), mais dont la connaissance ne peut que retentir sur la façon dont il comprend son observation du passé, c'est-à-dire tout particulièrement lui faire éviter l'écueil du double intellectualisme qui guette l'historien (en tant qu'analyste, et en tant qu'analyste d'une situation dont on sait déjà sur quoi elle débouche, ce qui renforce la tendance inhérente à l'analyste à surestimer l'importance des déterminations nécessaires et/ou des stratégies volontaires). Observer son présent, et y agir, ne peut que rendre le médiéviste conscient des biais qu'il introduit dans son analyse des actions du passé, et ainsi lui permettre d'y remédier. Il faut avoir soi-même agi pour savoir que la position de l'acteur n'est pas celle de l'observateur, et il faut avoir observé le présent pour savoir que celui-ci, pour l'observateur pas plus que pour l'acteur, ne contient avec certitude son futur, et que celui-ci donc ne peut déterminer ce qui le précède (illusion qui est pourtant la démarche inconsciente de tout historien).

être privilégié), il faut maintenant l'envisager dans les termes de la complémentarité<sup>47</sup>. Concrètement, ce n'est plus sur les propriétés intrinsèques de l'objet « Moyen Âge » qu'il convient de s'interroger, ce n'est pas non plus sur les spécificités de ces propriétés par rapport à celles des autres objets de la science sociale, mais sur ces spécificités en tant qu'elles permettent, et elles seules, d'aborder des problèmes cruciaux pour la science sociale, problèmes qu'aucun des autres objets de celle-ci ne permettrait de poser correctement. On voit donc que l'objet « Moyen Âge » est désormais considéré dans ses rapports avec l'ensemble des autres objets possibles de la science sociale (et non plus le seul présent en tant qu'entité indistincte), que tous ces objets (le Moyen Âge y compris) sont analysés non pour eux-mêmes mais pour leur seule valeur heuristique (c'est-à-dire la réfraction que subissent leurs caractéristiques intrinsèques au prisme d'un questionnement intellectuel général quant au fonctionnement des sociétés humaines), et plus exactement leur seule valeur heuristique différentielle (c'est-à-dire leur capacité à fournir des éléments qu'aucun autre objet ne pourrait procurer).

Dans ce cadre, Joseph Morsel a déjà attiré l'attention sur ce qui est sans aucun doute l'essentiel mais que, puisqu'il en a déjà longuement traité, je ne développerai pas : la possibilité qu'offre le « long Moyen Âge » (c'est-à-dire le système féodal des v<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles), et que lui seul offre, d'étudier l'ensemble de la dynamique d'une formation sociale<sup>48</sup> ; il s'agit bien sûr pour le Moyen Âge d'un atout décisif par rapport aux autres objets de la science sociale, puisque lui seul permet d'aborder une question parmi les plus fondamentales et les plus générales que cette dernière puisse se poser<sup>49</sup>. Je voudrais pour ma

47. On remarquera que, si les modes de justification compatibles avec la coexistence par juxtaposition permettaient la justification de l'étude d'une multitude d'objets, au contraire de la justification concurrentielle, par contre ils ne permettaient pas de fonder en raison le choix, nécessaire, d'un objet précis, puisque ces objets étaient comme interchangeables. Au contraire, dans le type de justification lié à la complémentarité des justifications des objets, le choix d'un objet peut être ramené rationnellement au choix de la justification spécifique qui est la sienne – tout en gardant bien sûr toujours présent à l'esprit que « c'est ce qui justifie certaines spécialisations [...] dans le sens, infiniment modeste, où les spécialisations sont jamais légitimes, c'est-à-dire comme remèdes contre le manque d'étendue de notre esprit et la brièveté de nos destins » (M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire*, op. cit., p. 129).

48. J. MORSEL, *L'Histoire (du Moyen Âge) est un sport de combat... Réflexions sur les finalités de l'Histoire du Moyen Âge destinées à une société dans laquelle même les étudiants s'interrogent*, Paris, 2007 (<http://lamop.univ-paris1.fr/W3/JosephMorsel/index.htm>), p. 28-32.

49. Précisons pour éviter toute mécompréhension : en aucun cas cet atout n'est une supériorité du Moyen Âge par rapport aux autres, ou à d'autres objets de la science sociale. Dans la mesure, en effet, où le raisonnement ici tourne autour de la notion de complémentarité, dans la mesure donc où l'idée même de concurrence est contradictoire avec l'utilité telle qu'on l'approche ici, les différents objets de la science sociale ont bien chacun leurs avantages comparatifs propres,

part, toujours dans ce cadre des avantages heuristiques comparatifs, pointer une autre caractéristique, tout en reconnaissant par avance qu'à la fois elle est moins complètement centrale par rapport aux questionnements de la science sociale (mais n'en renvoie pas moins à ce que j'ai défini comme nécessité de premier ordre à la note 48), et que par ailleurs elle ne permet pas de justifier l'étude du Moyen Âge en tant que tel, mais seulement d'une partie de cette période<sup>50</sup>. Cette caractéristique réside dans la nature particulière de la monétarisation partielle qui prévaut à l'époque tardo-médiévale et moderne (ce que j'ai appelé, dans le cadre de l'analyse de la formation sociale féodale, le système seigneurial<sup>51</sup>, qui correspond à la fin du « long Moyen Âge »), soit l'omniprésence d'une valeur monétaire (la monnaie comme équivalent général, si l'on préfère) qui n'est pourtant pas la déterminante essentielle des mécanismes de production, circulation et consommation<sup>52</sup> ; ou, pour le dire autrement, le fait que si tous les objets ont une valeur d'échange, ils ne fonctionnent pas pour

---

certaines plus ou moins intéressants, mais néanmoins tous nécessaires pour la complétude de la science sociale. Cette nécessité est toutefois de deux ordres : d'une part elle renvoie aux objets sans lesquels la science sociale serait comme impossible, parce que les fonctions qu'ils y assument sont comme les structures porteuses, les organes vitaux de la science sociale (et certainement le Moyen Âge, en tant qu'il permet seul d'étudier l'ensemble de la dynamique d'un système social, fait partie de ces objets) ; d'autre part, il s'agit de la nécessité de la complétude, soit la nécessité d'objets sans lesquels la science sociale ne serait pas parfaite mais dont l'absence pour autant ne l'empêcherait pas de se réaliser, soit parce que ces objets certes assumerait des fonctions vitales mais n'auraient aucun monopole sur elles, soit parce qu'ils assumerait des fonctions non vitales (qu'ils soient ou non les seuls à assumer ces fonctions important alors peu).

50. Je ne prétends ce faisant en rien à l'exhaustivité, puisque je ne fais que souligner l'intérêt heuristique comparatif de mon propre objet de recherche ; il est donc possible, ou plutôt vraisemblable, que d'autres médiévistes, en fonction des directions spécifiques de leur travail, pourront trouver d'autres avantages heuristiques comparatifs, d'ordre premier ou second, et ne valant également pas nécessairement justification de l'étude de l'intégralité de la période médiévale. Il y aurait là sans aucun doute une enquête à ouvrir, de réalisation nécessairement collective.

51. Cf. J. DEMADE, *Essai sur les modes de ponction féodaux. Du servitium aux transactions monétaires sur les denrées*, à paraître.

52. Certes il en allait sans doute de même (suivant des formes et des logiques toutefois radicalement différentes) dans l'Empire romain, mais l'avantage comparatif de l'étude du Moyen Âge provient du caractère incomparablement plus riche de la documentation relative précisément à cette monétarisation de la valeur ; au contraire, l'essentiel de la documentation antique, et la partie en croissance de la documentation antique, est de nature archéologique, donc incapable – même lorsqu'il s'agit de trouvailles de monnaies – de renseigner sur la monétarisation de la valeur des choses et sur l'usage fait de cette valeur monétaire, puisque cette documentation porte sur les choses mêmes – tant et si bien que l'on ne peut même pas être certain que cette période connaissait elle aussi la forme de monétarisation partielle qui caractérisera les XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles.

autant, le plus souvent, comme marchandises, c'est-à-dire que les arbitrages des agents relatifs à leur production, leur circulation ou leur consommation ne sont pas effectués en fonction de cette valeur d'échange mais en fonction de leur valeur d'usage. Pour le dire plus concrètement, il s'agit d'une société où tout, des moyens de production aux objets de consommation, mais aussi bien les objets sacrés et même le salut (les reliques comme les indulgences se vendent), peut être ramené à sa valeur monétaire<sup>53</sup>, mais où pourtant restent dominantes les logiques d'autoproduction, d'autoconsommation et de circulation non vénale (le modèle de circulation étant la *caritas*).

Pourquoi y a-t-il là plus qu'une curiosité passablement étrange, plus même que l'une des multiples figures possibles aux hommes pour régler leur rapport aux choses (et par là entre eux), mais bien une réalité dont la compréhension est essentielle à la science sociale ? Parce que cette science sociale n'est pas abstraite, mais est le fait, dans un temps et un lieu précis, de personnes dont l'horizon de compréhension est déterminé par ces temps et lieu : parce que la science sociale est née et s'est développée au sein du système capitaliste, soit le système où non seulement tendanciellement tout est doté d'une valeur monétaire, mais où par ailleurs celle-ci, et celle-ci seulement, oriente l'ensemble des décisions dites économiques (et qui sont définies comme telles précisément en raison de ce qu'elles s'opèrent en fonction de la valeur monétaire)<sup>54</sup>. L'idéologie du capitalisme (de même que celle de tout autre système social) conçoit le système social dont elle est issue comme le meilleur possible, et pense les autres systèmes sociaux non comme des réalités *sui generis*, avec leurs logiques, leurs contraintes et leurs objectifs propres, mais sur le mode du manque par rapport à ce qui caractérise le capitalisme : comme des systèmes n'ayant pas encore atteint ce qu'atteindra le capitalisme. La science sociale (qui est l'une des facettes de l'idéologie du capitalisme – une de ses facettes qui n'est que potentiellement et non pas substantivement celle qui peut s'en tenir le plus éloignée) est donc parfaitement capable de penser des systèmes sociaux non ou seulement partiellement monétarisés, mais elle ne les pensera normalement que sur le mode du déficit, du non-encore-réalisé, de l'encore-

53. Pour une analyse plus différenciée de ce phénomène : J. DEMADE, « Le paiement par conversion des redevances seigneuriales dans un village franconien au XV<sup>e</sup> siècle », dans L. FELLER (dir.), *Calculs et rationalités dans la seigneurie médiévale : les conversions de redevances entre XI<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Paris, 2009, p. 27-54.

54. Et l'on voit donc tous les problèmes qui peuvent s'attacher au fait de rétrojeter sur des systèmes sociaux autres la notion d'économie, qui ne désigne alors plus qu'un ensemble de pratiques qui n'est unifié ni par la monétarisation des valeurs ni par celle de la prise de décision. Considérer comme homogènes des pratiques qui concrètement ne sont pas ainsi unifiées, uniquement parce que dans notre système elles le sont, est donc s'assurer de les mécomprendre.

imparfait, comme représentant un gradient sur l'évolution vers l'aboutissement que représente le capitalisme moderne ; plutôt que d'y voir des sociétés où l'argent joue un rôle inassimilable à celui qui est le sien dans le système capitaliste, assure une fonction propre<sup>55</sup>. Par conséquent, quelque partielle qu'elle puisse être, la monétarisation ne sera pensée que sous les espèces qui sont les siennes dans le capitalisme ; ainsi notamment, le degré de monétarisation de l'expression de la valeur et le degré de détermination des pratiques dites économiques par la valeur monétaire seront considérés comme allant de pair, puisque dans le capitalisme la monétarisation des deux est identiquement intégrale. Ceci d'autant plus que, la détermination des décisions d'allocation des ressources (dans la production, la circulation et la consommation) n'étant considérée comme rationnelle par l'idéologie capitaliste que lorsqu'elle s'effectue sur la base de la valeur monétaire (puisque'elle seule permet, en assurant leur commensurabilité, de comparer des objets différents de manière à pouvoir arbitrer entre eux sur la base d'un calcul), le degré selon lequel les décisions « économiques » se règlent sur la valeur monétaire doit nécessairement être identique au degré de monétarisation de l'expression de la valeur – puisque comment supposer que l'on ait assuré la généralisation progressive d'un outil (la valeur monétaire étant comprise comme le moyen du calcul économique rationnel) sans que l'on se soit en même temps servi de cet outil ? Ainsi la science sociale, partant de son propre milieu, où valeur et décisions sont identiquement intégralement monétarisées, si elle est parfaitement capable d'envisager (sinon, le plus souvent, de réellement comprendre) des sociétés intégralement non monétarisées, ainsi que toutes les gradations entre ces deux états extrêmes, ne l'est toutefois qu'en tant qu'elle suppose que la gradation serait de façon identique celle de la monétarisation de la valeur et de ses répercussions sur les décisions d'allocation des ressources, parce que le décalage entre ces deux termes serait pour elle comme une impossibilité logique.

Or ce sont précisément ces certitudes apparemment logiques de l'idéologie capitaliste que le cas de la monétarisation spécifique à la fin du long Moyen Âge vient mettre à mal, puisque si elle est monétarisation généralisée de l'expression de la valeur, elle n'est par contre pas monétarisation généralisée des décisions « économiques ». On ne peut alors comprendre cette situation, où

55. Il est révélateur à cet égard de noter l'usage qui est fait, pour l'Antiquité, le Moyen Âge ou l'époque moderne, de termes tels que « proto-capitalisme », « bourgeois » ou « entreprise », qui y servent toujours à désigner des réalités concrètement secondaires (mais rarement jugées telles !), dont les analystes considèrent (comme le montre l'usage même de ces termes) qu'elles réalisent déjà les logiques qui seront celles du capitalisme, dont elles constituent comme le noyau au sein d'une société qu'elles n'ont pas encore gagnée.



les agents n'auraient généralisé un guide (la valeur monétaire) que pour ne pas s'en servir, que si l'on admet, précisément, que la valeur monétaire n'est pas un guide naturel des décisions « économiques », l'instrument progressivement généralisé de la rationalisation de ces pratiques bien spécifiques que seraient les pratiques substantiellement « économiques », mais assure des fonctions réelles tout autres, qui tiennent bien plutôt à l'exercice de la domination. En effet, en dernier ressort, la cécité nécessaire de l'idéologie capitaliste quant à la possibilité même d'un décalage entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation de la prise de décision, quant au fait donc que la monétarisation de l'expression de la valeur n'est que la condition et non pas la cause de la monétarisation de la prise de décision, et une condition qui n'est que nécessaire et non pas suffisante<sup>56</sup>, tient en cela

56. Cette cécité ayant pris, dans l'historiographie médiévale, deux formes successives. L'historiographie traditionnelle insistait sur l'arriération de l'économie médiévale (fors quelques secteurs ou zones restreints, tels le grand commerce ou les cités italiennes ou flamandes), et tout particulièrement sur la faiblesse de la pénétration monétaire dans ces campagnes qui regroupaient la très grande majorité de la population, et où par voie de conséquence les décisions d'allocation des ressources restaient dominées par le respect d'une inefficente tradition. Au contraire, progressivement depuis les années 1990, dans le sillage notamment des thèses britanniques sur la *commercialisation*, on insiste à juste titre sur l'ampleur de l'usage monétaire (notamment parce qu'on a su reconnaître qu'il n'était pas lié à la circulation d'espèces, ce qui est lié à la découverte de l'importance des pratiques de crédit –), mais c'est généralement pour en déduire, chez les agents, des pratiques de maximisation du profit si poussées qu'on finit par ne plus bien voir en quoi pourrait consister la différence entre un paysan du xv<sup>e</sup> siècle et un boursicotier du xxi<sup>e</sup> (un exemple parmi tant d'autres : S. OGILVIE, « Servage et marchés : l'univers économique des serfs de Bohême dans le domaine de Friedland (1583-1692) », *Histoire et sociétés rurales*, 14, 2000, p. 91-125). Il est curieux de constater que cette profonde transformation historiographique, si elle n'a eu en fait pour effet, dans la mesure où elle consistait en une simple inversion, qu'une remarquable permanence du discours idéologique fondamental (représenté par le lien établi entre degré de monétarisation de la valeur et des pratiques), s'est effectuée sous les auspices d'idéologies superficiellement contradictoires à la succession rapide ; si en effet la présentation misérabiliste du monde rural (dont la faible monétarisation était l'un des éléments constitutifs) était originellement « de gauche » (le sous-développement étant vu comme l'effet de l'oppression), elle finit par se transformer en motif d'un mépris « de droite » (parfaitement incarné par Emmanuel Le Roy Ladurie), le sous-développement n'étant plus compris que comme la conséquence de l'incurie paysanne ; par réaction se développa alors (avec notamment Giovanni Levi) un discours « gauchiste » sur l'*agency* paysanne, discours qui finit vite par être récupéré par l'idéologie dominante, qui créa un lien (inexistant chez Levi) entre autonomie paysanne et calcul capitaliste (parce que le « libre marché » est devenu la figure paradigmatique de la liberté), pour aboutir à une présentation néolibérale du monde rural à la fin du long Moyen Âge. À travers ses différents avatars politiquement motivés, l'ignorance du décalage entre monétarisation de la valeur et monétarisation des décisions d'allocation des ressources est donc restée identique, réalisée d'abord par le biais de l'ignorance d'une structure essentielle de la société seigneuriale (la monétarisation généralisée des valeurs) puis par celui de l'ignorance des fonctions propres de cette structure (grâce au placage sur celle-ci des



que l'adéquation même de ces deux termes est au principe et du mécanisme de la ponction propre au capitalisme, et d'une partie de la dynamique de cette ponction. En effet, la ponction capitaliste s'opérant comme survaleur, c'est-à-dire comme rapport entre deux valeurs d'échange, il est nécessaire à la fois que le plus grand nombre d'objets voient leur valeur exprimée monétairement, et que les décisions relatives à ces objets se fassent en fonction de cette valeur d'échange et non de leur valeur d'usage<sup>57</sup> ; il est donc nécessaire que la valeur monétaire des objets soit concrètement mise en œuvre dans les décisions qui se rapportent à eux, afin par ce biais de créer de la survaleur par la confrontation de décisions relatives à la valeur d'échange d'objets distincts. Qu'il y ait là une dimension fondamentale pour le capitalisme, et pour sa dynamique, se peut voir à travers deux exemples inverses, soit d'une part l'extension permanente que connaît la sphère de l'expression monétaire de la valeur, extension qui ne vise qu'à une extension du champ des décisions prises en fonction de la valeur d'échange des choses<sup>58</sup>, et d'autre part la lutte farouche menée contre les pratiques qui utilisent en fonction de leur valeur d'usage des objets créés en fonction de leur valeur d'échange<sup>59</sup>. Or c'est précisément ce lien entre

---

fonctions qui sont les siennes dans le capitalisme) – l'ignorance quant aux composantes du système social a cédé le pas à l'ignorance relative à sa logique. L'historiographie n'avait d'autre choix, si elle voulait pouvoir reconnaître l'importance du degré de monétarisation de la valeur dans le système seigneurial sans renoncer à l'idéologie du couplage entre monétarisation de la valeur et monétarisation des pratiques, que de jeter le bébé avec l'eau du bain, la réalité de l'influence centrale de la valeur d'usage sur les décisions d'allocation des ressources, avec l'illusion d'une société non monétarisée.

57. À ces deux conditions concrètes s'en ajoute une troisième, d'ordre idéal, et qui, pour être exact, est en fait la condition de la seconde condition concrète. En effet, pour que les agents prennent leurs décisions en fonction de la valeur d'échange et non de la valeur d'usage, encore faut-il qu'ils soient persuadés que c'est là une manière plus efficace d'organiser l'allocation des ressources : encore faut-il, donc, qu'ils soient persuadés que la mesure monétaire est la figure unique de la rationalité, ce dont ils ne sont jamais finalement si intimement convaincus que lorsqu'ils en arrivent à oublier la possibilité même d'une valeur autre que monétaire, que lorsqu'ils en arrivent à considérer comme dépourvues de valeur les valeurs non monétaires, sur le mode du « seul ce qui a un prix a une valeur ».

58. Une bonne illustration récente de ce phénomène est la création des « permis de polluer » négociés sur le « marché du CO<sub>2</sub> », où le prix du gaspillage de l'air que l'on respire n'a explicitement été inventé que pour que les agents orientent en fonction de lui leurs actions, prétendument pour les rendre « durables » mais en fait pour étendre le champ du profit en étendant le champ des objets dont il peut tirer partie.

59. On pensera ici aussi bien à ce qui est appelé « piratage » (et qui n'est que le partage d'objets dont le partage n'amoindrit pas la valeur d'usage), qu'au logiciel libre, version légale de ce phénomène (mais néanmoins combattue, notamment par le biais des brevets logiciels), puisqu'il ne faut jamais oublier que les principaux contributeurs au développement des codes source sont rémunérés, c'est-à-dire ont réglé leur activité productive en fonction de sa valeur d'échange (pour une analyse des contributeurs au noyau Linux, qui démontre la prédominance

monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation des décisions dont la monétarisation spécifique à la fin du long Moyen Âge vient montrer le caractère contingent ; par là se retrouve dévoilée la fonction de la valeur monétaire dans le système capitaliste, le fait qu'elle a pour objet de rendre possible la ponction mais de telle façon que celle-ci soit masquée (puisque le rapport entre les êtres qu'est la ponction se trouve transformé en rapport entre des valeurs d'échange), et c'est donc précisément ce masque qui tombe puisque le lien entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation des décisions n'apparaît plus comme nécessaire, mais comme socialement produit. La capacité de la monétarisation spécifique à la fin du Moyen Âge et à l'époque moderne à dévoiler un mécanisme fondamental de la logique capitaliste ne se borne par ailleurs pas à être négative, c'est-à-dire à montrer par le simple fait qu'elle existe le caractère contingent de la logique de la monétarisation capitaliste ; en effet, la monétarisation que j'appelle seigneuriale permet aussi bien directement de montrer que la monétarisation, derrière la diversité des formes sous lesquelles elle se réalise dans le féodalisme et dans le capitalisme, identiquement a pour fonction d'assurer la ponction puisque, si dans le capitalisme la ponction passe par le rapport entre deux valeurs d'échange, par contre dans le système seigneurial elle naît de la confrontation d'une valeur d'échange et d'une valeur d'usage (plus exactement, d'une production effectuée comme valeur d'usage et d'une circulation réalisée en fonction de la valeur d'échange). Et c'est précisément ce nécessaire décalage dans le mode d'existence des objets (c'est-à-dire dans le type de valeur qui guide les décisions relatives à ces objets) qui permet de comprendre les caractéristiques propres de la monétarisation seigneuriale, soit le fait que tout ait une valeur monétaire, mais que celle-ci ne guide qu'une partie des pratiques<sup>60</sup>.

On le voit, les caractéristiques spécifiques prises par la monétarisation dans le système seigneurial permettent, au-delà de l'intérêt propre que présente leur compréhension, d'une part de renforcer les analyses relatives au mécanisme fondamental du capitalisme, et d'autre part de les généraliser en hypothèses relatives aux fonctions de la monnaie qui soient valides pour une pluralité de systèmes sociaux ; par là, on atteint un degré réel de généralité, au rebours de cette fausse généralisation, idéologique, que représente la rétroprojection des logiques propres au capitalisme sur des systèmes autres,

---

des employés de grandes multinationales : G. KROAH-HARTMAN, J. CORBET, A. MCPHERSON, « Linux Kernel Development (April 2008) : How Fast it is Going, Who is Doing It, What They are Doing, and Who is Sponsoring It » (<http://www.linuxfoundation.org/publications/linuxkerneldevelopment.php>).

60. Cf. pour tout ceci J. DEMADE, *Essai sur les modes de ponction féodaux. Du servitium aux transactions monétaires sur les denrées*, à paraître, 2<sup>e</sup> partie.

rétroprojection où l'histoire se rabaisse au rang d'une téléologie à visée naturalisante, qui, au déploiement progressif de l'Idée hégélienne, substitue celui du profit capitaliste, dont la perfection même se prouve par la force des obstacles dont il a dû triompher. L'étude de la fin du long Moyen Âge présente donc, sous cet aspect de la monétarisation, un double avantage heuristique comparatif : elle permet, à propos d'une réalité essentielle, de déprendre la science sociale de l'idéologie de son milieu, et par là lui rend possible une approche objective aussi bien de son propre milieu, que de ses autres objets. À cette utilité de nature intellectuelle, la référence faite en passant, au cours de l'analyse, à deux phénomènes contemporains (le réchauffement climatique et le mouvement libriste) semble autoriser d'y ajouter une utilité de nature politique. En effet, réfléchir sur le monde de la fin du long Moyen Âge, où les logiques de production, de distribution et de consommation ne sont pas essentiellement orientées en fonction de la valeur monétaire, ne manque pas de faire écho avec ce que nous commençons à voir réapparaître (sous des formes concrètes complètement différentes, celles de l'anti-économie du savoir), et avec ce dont nous avons de toute urgence besoin. En effet, il n'est désormais plus possible d'ignorer que l'omnipotence de la valeur monétaire sur nos décisions, le capitalisme donc, mène à la catastrophe, comme le montre la triple crise, financière, écologique et énergétique, dont nous commençons à ressentir les effets, triple crise qui peut finalement se résumer à la nécessaire remise en cause radicale de la « croissance » monétairement comprise (soit la tendance caractéristique, et inévitable, du capitalisme, dont la reproduction ne peut s'opérer que comme reproduction élargie), croissance qui n'apparaît ainsi plus que comme un mécanisme de destruction de valeur non monétaire, et comme un mécanisme de destruction tout court (jusques et y compris, à terme, de la valeur monétaire)<sup>61</sup>. Mais il s'agit là plus que d'une vague analogie, dans la mesure où la monétarisation propre au système seigneurial montre qu'il est parfaitement possible de vivre dans un monde, tel que le nôtre, où toute valeur a tendanciellement une expression monétaire, et où pourtant cette valeur monétaire ne soit pas déterminante, où elle ne soit qu'un mode parmi d'autres d'expression de la valeur et donc de régulation des pratiques, parce qu'elle n'est correctement adaptée qu'à certaines d'entre elles ; s'il serait sans doute illusoire de supposer que la monétarisation de la

61. Sur l'ensemble de ces points, les formes de l'échec aussi bien que les signes de l'espoir, cf. A. GORZ, « La sortie du capitalisme a déjà commencé », dans *Id.*, *Écologica*, Paris, 2008, p. 25-42. Pour une analyse rapide des effets pervers liés à la détermination des pratiques en fonction de la valeur monétaire, cf. J. DEMADE, « Mesurer la science pour mieux la soumettre – ou comment la ruiner », à paraître dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, annexe 3 (« Les effets de la mesure gestionnaire dans le monde économique : un modèle, vraiment? »).

valeur qui caractérise notre société pourrait (afin de mettre par là fin à la monétarisation des décisions) être effacée d'un trait de plume, ou même seulement considérablement restreinte dans ses champs d'application, l'exemple du système seigneurial montre que ce n'est pas forcément une condition nécessaire pour parvenir à déprendre nos pratiques de l'obsession monétaire, et qu'il est donc bien une voie de sortie possible, dont la monétarisation tardo-médiévale indique la forme si elle n'en renseigne pas les modalités (qui ne peuvent bien sûr être celles du système seigneurial, ce qui ne serait ni possible ni, plus encore, souhaitable).

Verrait-on alors, après l'avoir chassée par la porte, revenir par la fenêtre la justification de l'histoire médiévale par son rapport avec le présent (sous la forme en l'occurrence de l'analogie) ? Non, car il serait très erroné, et prétentieux, d'imaginer que la réflexion sur le monde médiéval pourrait avoir une nécessité quelconque par rapport à l'émergence d'un monde postcapitaliste : au mieux pourra-t-elle contribuer à un climat idéologique, à un réarmement intellectuel, mais en aucun cas cette réflexion spécifiquement ne sera nécessaire – contrairement à bien d'autres activités et réflexions directement entées sur le problème même – car jamais les solutions du futur ne naîtront de l'imitation du passé<sup>62</sup>. Serait-ce alors à dire au contraire que, face à l'urgence vitale

62. Au hasard des réflexions qui seraient ainsi nécessaires, parmi bien d'autres, et pour se limiter donc aux seules réflexions : l'analyse sociologique du fonctionnement concret, des modes de coordination, de l'ordre sans autorité, de la production de logiciels libres et autres productions immatérielles collaboratives (par exemple Wikipédia) ; l'invention de nouveaux modèles de rétribution (« d'entretien » serait une expression plus pertinente) pour qui participe à la production (collaborative ou pas) de biens immatériels distribués librement (c'est-à-dire, entre autres, gratuitement) ; la mise au centre de la pensée économique de la question des externalités ; la réflexion sur les conditions et les obstacles à une généralisation aux biens matériels et aux services des nouveaux modes de production et distribution liés aux biens immatériels ; la critique de la confusion entre consommation et existence, de l'obsession de la consommation comme horizon unique de l'expérience humaine et condition nécessaire aussi bien que suffisante de l'épanouissement, et des mécanismes de propagande (publicitaire) responsables de cette confusion et de cette obsession ; la réflexion sur la notion d'autonomie sociale, sur son travestissement individualiste et le basculement de l'autonomie vers l'autarcie qu'il provoque, sur les conséquences qu'elle entraîne quant aux formes techniques à privilégier (réseaux acentrés comme peut par exemple l'être l'Internet du pair-à-pair – ce qui pose la question des conditions de possibilité de la généralisation de ce type d'architecture à des réseaux actuellement organisés selon des principes antagoniques, tels les réseaux électriques basés sur l'énergie nucléaire, où par construction il est techniquement impossible au consommateur d'être en même temps producteur) ; la réflexion sur le travail, afin de le repenser dans son contenu et son organisation pour faire en sorte que le travail devienne fait pour l'homme, et non l'homme pour le travail. Loin de devoir ne prendre qu'une forme hautement abstraite, comme il pourrait sembler à leur énoncé, ces réflexions peuvent aussi bien prendre pour base de départ des formes très concrètes, qui non seulement présentent le mérite, parce qu'elles permettent de déboucher sur une application immédiate, sur une action, de montrer qu'en aucun cas ces réflexions nécessaires ne peuvent

des transformations possibles qui se dessinent sous nos yeux, et précisément en raison de cette possibilité qui s'ouvre désormais devant nous, l'histoire médiévale serait aujourd'hui devenue chose futile (contrairement à hier, où elle n'avait à se mesurer ni à une telle urgence ni à une telle possibilité) ? Que donc, pour n'être pas dépourvue d'utilité politique en soi, celle-ci toutefois comparativement (parce qu'il ne s'agirait que d'une utilité et non d'une nécessité politique) ne ferait pas le poids, et se révélerait ainsi n'être qu'un leurre ? Il ne me semble pas, dans la mesure où précisément il s'agit de faire advenir un monde où l'inutilité aussi bien que la gratuité aient une valeur. On peut donc considérer que, par notre activité de médiévistes (si toutefois nous ne la mettons pas au service de la société actuelle en recherchant dans le *quibus* de celle-ci notre justification), nous sommes déjà un peu demain en acte.

Mais si l'étude du Moyen Âge n'est donc pas politiquement néfaste, en aucun cas elle ne peut exciper d'une suffisante utilité politique pour se justifier – et il ne reste donc plus, à nouveau, que la justification intellectuelle par les avantages comparatifs pour la science sociale. Encore faut-il bien s'entendre sur la nature de cette justification : si effectivement les spécificités de la société féodale permettent seules d'éclairer certains des questionnements de la science sociale, si par exemple l'utilité intellectuelle d'ordre général que je vois à mon travail sur les logiques de production, circulation et distribution dans les sociétés rurales de la fin du Moyen Âge tient bien à la lumière qu'elles seules peuvent jeter sur les fonctions de la marchandise, en aucun cas toutefois ce n'est cela qui, à l'origine, a motivé mes recherches. En effet, cette utilité intellectuelle comparative ne s'est que progressivement dégagée et de l'évolution du monde dans lequel je vis ainsi que de l'analyse que j'en fais, et surtout de l'avancement même de ces recherches. C'est donc dire que, si l'on peut bien arguer d'une utilité intellectuelle de l'étude du Moyen Âge (aussi bien que de l'étude de n'importe quel objet présentant un avantage heuristique comparatif), cette utilité n'est jamais que la conséquence, et non la cause, de l'étude, parce qu'elle découle, sur le mode hasardeux de la *serendipity*, de son avancée même ; elle ne peut donc être constatée qu'*a posteriori*,

---

être considérées comme d'arbitraires vaticinations irréalistes, mais qui permettent aussi de relier entre eux les différents questionnements abstraits et par là de montrer que leurs enjeux ne peuvent jamais être que globaux, et que donc toute action partielle et parcellaire ne pourrait qu'être vouée à l'échec. Soit par exemple l'objet parfaitement concret, et à première vue aussi trivial que peu chargé d'enjeux transformationnels, qu'est cette forme d'activité aujourd'hui très largement disparue des sociétés occidentales (et par là même jugée indigne d'attention) : la réparation ; il est parfaitement loisible de montrer comment sa disparition est liée à un ensemble de caractéristiques fondamentales de nos sociétés, caractéristiques dont la suppression peut être jugée comme nécessaire voire essentielle, suppression pour laquelle précisément la pratique de la réparation constituerait un levier incontournable (je me permets de renvoyer à cet égard à mon article à venir sur la réparation dans le système capitaliste).

mais jamais prévue *a priori*<sup>63</sup>. Il est ainsi impossible d'en faire un critère discriminant entre les objets de recherche, l'avantage heuristique comparatif n'étant finalement jamais fonction que de ce que le chercheur saura dégager comme spécificités signifiantes de l'objet qu'il a fait sien, spécificités qui sont moins de l'objet que du regard porté sur lui par le chercheur<sup>64</sup>. On se retrouve donc, finalement, avec certes une utilité intellectuelle comparative de l'étude du Moyen Âge, mais qui ne justifie rien, parce qu'elle ne discrédite rien non plus, dans la mesure où elle ne peut être considérée comme acquise pour toujours puisqu'elle relève du regard et non de l'objet. Et certes l'on pourrait dire que la justification, pour n'être que temporaire, n'en serait pas moins suffisante (notamment pour orienter l'activité de recherche vers ce qui présente la plus grande utilité intellectuelle), puisque après tout c'est bien toujours *hic et nunc* que l'on mène une recherche, mais ce serait là ignorer que ce qui est à la fois le plus passionnant, et le plus utile, est bien l'utilité intellectuelle comparative qui n'a pas encore été décelée, parce qu'elle seule véritablement ouvrira de nouveaux horizons, et parce que rien ne permet de supposer que les utilités intellectuelles comparatives principales aient déjà toutes été décelées<sup>65</sup>.

Ce n'est certainement pas un hasard si les initiateurs de ce colloque sont tous les trois en poste aux Amériques, dans la mesure où le déficit de légitimité qui caractérise aujourd'hui l'histoire médiévale s'y fait sentir encore plus fortement qu'en Europe – raison pour laquelle il leur a été possible aussi bien qu'inévitable d'aborder de front une question autour de laquelle, en Europe, leurs collègues se contentent encore de louvoyer<sup>66</sup>, feignant de

63. L'utilité heuristique comparative se comporte donc de la même manière que les applications pratiques d'une recherche fondamentale : elle est leur équivalent dans le domaine de la recherche fondamentale.

64. On pourrait objecter que l'avantage heuristique mis en avant par Joseph Morsel à propos du Moyen Âge relève bien de l'objet et non du regard porté sur ce dernier (contrairement à la problématique de la monétarisation, qui n'est pertinente que dans le cadre d'une analyse marxiste), mais ce serait ignorer, d'une part, qu'encore faut-il construire le Moyen Âge (ou plutôt le « long Moyen Âge » – ce qui permet de voir à quel point il s'agit d'une construction intellectuelle, et non d'un donné, puisque cette notion de long Moyen Âge n'est pas communément admise) comme système social unique (ce qui là encore renvoie à une notion, celle de féodalisme, qui n'est pas la mieux partagée) et que, d'autre part, il faut être capable d'apercevoir qu'aucune des autres grandes civilisations historiques ne permet ainsi de saisir l'intégralité de son développement.

65. Et ce d'autant moins que, en histoire comme dans les autres disciplines scientifiques, les justifications auxquelles il est fait le plus fréquemment recours sont d'ordre exo-utilitariste (je veux dire par là qu'elles n'utilisent pas l'argument de l'utilité proprement intellectuelle).

66. Pour une exception notable : A. GUERREAU, « Situation de l'histoire médiévale », *Medievalista online*, 5, 2008 (<http://www2.fcsh.unl.pt/iem/medievalista/MEDIEVALISTA5/PDF5/01-Alain-Guerreau.pdf>).



l'ignorer tout en se donnant quand même beaucoup de mal pour y apporter des réponses, tant plus personne ne peut ignorer la gravité de la menace<sup>67</sup>. En effet, d'une part, les médiévistes américains ne peuvent que difficilement faire valoir auprès de leurs compatriotes la justification qui a toujours été celle des médiévistes européens, soit l'étude des « origines », non pas tant parce que les sociétés américaines contemporaines auraient moins leurs « origines » dans le passé médiéval que les sociétés européennes d'aujourd'hui, que parce que les nations américaines, nées de l'indépendance difficilement conquise face à des métropoles plus que rétives, ont eu à cœur de mettre au centre de leur mythographie propre moins leur rapport à l'histoire (qui aurait nécessairement renvoyé à leurs origines exogènes, sauf à se concentrer, comme c'est d'ailleurs le cas, sur la période contemporaine) que leur rapport à l'espace, avec cet imaginaire de la frontière que l'on retrouve aussi bien aux États-Unis que chez les Paulistes, là où au contraire les nations européennes fondaient leur discours identitaire sur leurs « origines » médiévales. D'autre part, l'activité des médiévistes américains n'est le plus souvent considérée par leurs collègues européens qu'avec étonnement et dédain, dans la mesure où elle leur paraît dépourvue de cette légitimité qui, pour eux, fonde leur propre recherche, et qu'ils situent identiquement dans le rapport entre leur présent et « leur » passé<sup>68</sup>. Ainsi les médiévistes américains cumulent-ils une double dénégation de la justification de leurs recherches – dénégation externe au milieu des médiévistes, mais aussi délégitimation interne – qui rend pour eux particulièrement urgente la question de la légitimité de leur activité.

67. On ne peut qu'être frappé par le contraste entre leur « Pourquoi étudier l'histoire du Moyen Âge au XXI<sup>e</sup> siècle ? » et le *Mediävistik im 21. Jahrhundert : Stand und Perspektiven der internationalen und interdisziplinären Mittelalterforschung* des médiévistes allemands (H.-W. GOETZ, J. JARNUT (dir.), Munich, 2003) ainsi que le *Être historien du Moyen Âge au XXI<sup>e</sup> siècle* (Paris, 2008), de la Société des médiévistes français, qui font tous deux comme si ce n'était pas l'étude de l'histoire médiévale elle-même qui se trouvait menacée, et comme si donc seules les modalités de l'être-médiéviste pouvaient faire question.

68. On notera que cette réaction condescendante est plus forte à l'égard des médiévistes sud-américains, ce qui est bien sûr particulièrement absurde s'agissant de régions telles que le Mexique, le Brésil ou le Pérou, où l'empreinte européenne a été bien plus précoce, et donc bien plus fortement informée par le Moyen Âge, qu'aux États-Unis et au Canada, où l'essentiel de l'héritage médiéval n'est que néo-gothique. Ce qui permet de voir que cette réaction des médiévistes européens est le fruit non d'une réflexion, mais du simple sentiment d'une plus ou moins grande proximité ou distance – l'Amérique du Nord paraissant plus proche qu'une Amérique du Sud durablement ancrée, dans l'imaginaire européen, depuis les crises des deux derniers tiers du xx<sup>e</sup> siècle, du côté du tiers-monde. À cette composante imaginaire essentielle, il faut par ailleurs ajouter l'existence bien plus ancienne d'études d'histoire médiévale en Amérique du Nord, qui a permis, en développant un milieu numériquement important, d'en mieux ancrer la légitimité internationale.



Il ne me semble toutefois pas que, fondamentalement, la question se pose de façon réellement différente pour eux et pour les médiévistes européens, ce qui signifie que nous aurions grand tort d'ignorer la façon dont ils osent la prendre de front. Ceci d'une part parce que la pointe particulière qui fait toute l'efficace de la double délégitimation (externe et interne au milieu) dont ils font l'objet est intellectuellement dépourvue de fondement. En effet, même si l'on n'acceptait pas la pertinence de mes arguments relatifs à l'impossibilité d'une justification par le rapport d'origine qui relierait le passé au présent (impossibilité qui ruinerait toute prétention des médiévistes européens à un statut particulier), il n'en reste pas moins qu'une bonne part du monde extra-européen, le continent américain en l'occurrence, a subi une influence médiévale aussi forte et aussi directe que l'Europe même, puisque les structures coloniales qui lui ont été imposées au XVI<sup>e</sup> siècle dérivait directement des formes d'organisation existant alors en Europe, et ne peuvent donc être comprises sans étudier ces dernières ni ce dont elles découlaient. L'exemple le plus parlant que je connaisse à cet égard, parce qu'il permet d'aller jusqu'au renversement du rapport heuristique en faisant de la connaissance des sociétés américaines contemporaines la condition d'une bonne compréhension du Moyen Âge européen, est d'ordre musicologique, touche donc à ce que l'on considère volontiers aujourd'hui comme le plus fondateur de l'identité, la culture : pour reconstituer les modalités d'exécution concrète de partitions tardo-médiévales trop laconiques pour permettre de savoir à quelle musique effective elles correspondaient, c'est à la musique populaire du Nordeste brésilien d'aujourd'hui, conservatoire de pratiques ailleurs (et notamment en Europe) disparues, que se sont intéressés les musicologues de l'Universidade Federal Fluminense de Rio<sup>69</sup>. Mais il y a plus encore, car si l'on accepte que la seule notion de Moyen Âge qui fasse sens est celle de long Moyen Âge, alors il n'est pas plus de raison de dénier aux Américains la légitimité de l'étude du Moyen Âge qu'il n'en est de la dénier aux Européens de l'Est, puisque si ni l'une ni l'autre de ces deux sphères géographiques n'ont fait d'emblée partie du système féodaliste, elles l'ont bien toutes deux intégré au cours de son développement, et ce par l'effet même de sa dynamique, respectivement du IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle et au XVI<sup>e</sup> siècle ; l'histoire du long Moyen Âge est donc aussi bien la leur que la nôtre – pour autant, bien entendu, qu'une telle appropriation généalogique puisse avoir un quelconque sens.

D'autre part, et plus fondamentalement, comme le rapport au présent, qu'il fût d'origine, d'analogie (dénies ou affirmées) ou d'altérité, ne peut jamais fournir le critère pertinent de la légitimation de l'étude du Moyen

69. Cf. le CD *Música Antiga da UFF, Medievo-Nordeste. Cantigas e Romances*, 2004.

Âge (puisque la légitimité de celle-ci ne peut être recherchée, sinon trouvée, que dans des questionnements abstraits relatifs au fonctionnement social en général), la question de cette légitimité ne peut en aucun cas se poser dans des termes différents en Europe et en dehors d'elle. Par voie de conséquence, c'est peut-être d'abord et avant tout aux médiévistes européens que profite le développement des études médiévales hors d'Europe, dans la mesure où il les oblige – sauf à vouloir dénier toute pertinence à ces études extra-européennes, mais vouloir ne pourrait de toute façon pas ici rimer avec pouvoir – à prendre conscience de ce que leur travail n'a rien de naturel, n'est pas comme une simple conséquence de leur identité : à, donc, se déprendre d'un rapport imaginé au passé qui n'est qu'idéologique de part en part, à dépouiller l'histoire qu'ils écrivent de cette tunique de Nessus qu'est la prétendument justificatrice « mémoire », pour n'y plus voir qu'une modalité de la science sociale, présentant certains avantages heuristiques (et dépourvue de bien d'autres, réservés à d'autres disciplines).

Mais accepter cela signifie aussi nécessairement reconnaître que l'histoire médiévale ne peut exciper, pour justifier son étude, d'une utilité intellectuelle spécifique suffisante pour la légitimer. On pourrait être tenté d'en inférer qu'il serait donc inévitable, pour les médiévistes, de rechercher leur justification dans leur utilité sociale. Mais outre que celle-ci disparaît toujours plus – et c'est précisément cette disparition qui entraîne les questionnements tels que celui poursuivi par ce colloque – et qu'il serait donc d'une insigne maladresse tactique de se rabattre sur elle, plus fondamentalement c'est tout au contraire cette perte même d'utilité sociale qui est pour l'étude de l'histoire médiévale une chance, puisqu'elle en signifie la désidéologisation – l'utilité sociale de l'histoire médiévale n'ayant jamais résidé que dans sa place dans les mécanismes idéologiques de reproduction de notre société<sup>70</sup>. Mais alors on se retrouve nécessairement confronté à ce paradoxe (qui n'en est d'ailleurs un que pour les médiévistes) que l'histoire médiévale, n'ayant ni utilité intellectuelle suffisante, ni utilité sociale désirable, paraît dépourvue de toute légitimité.

Pour comprendre pleinement les implications d'un tel constat, il est impératif de se rendre compte qu'il pourrait aussi bien être énoncé à propos de toutes les disciplines scientifiques, dont l'utilité intellectuelle spécifique ne peut servir de légitimation suffisante puisqu'elle ne peut jamais être établie qu'*a posteriori*, et dont l'utilité sociale n'est jamais désirable puisqu'elle ne

70. Où l'on voit l'avantage heuristique qui a toujours été celui des médiévistes extra-européens, puisque le rôle social de l'histoire médiévale était dans leurs contrées sans commune mesure avec ce qu'il a pu être en Europe.

sert qu'à conforter la reproduction d'un système non viable<sup>71</sup>. S'aperçoit de ce fait que le problème posé à propos de l'histoire médiévale ne peut trouver sa réponse tel qu'il est ainsi formulé spécifiquement, puisqu'il vaut d'identique manière pour un ensemble bien plus vaste de domaines ; mais ainsi s'aperçoit aussi que, même une fois opéré ce nécessaire élargissement, la question de l'utilité (non spécifique, donc) susceptible de justifier l'étude ne débouche jamais que sur un paradoxe, puisque l'étude paraît finalement toujours dépourvue de légitimité. Il convient alors de se demander si ce n'est pas la façon même de poser le problème qui fait problème, se demander donc si la question de la légitimation par l'utilité est pertinente. Mais là encore, c'est un nouvel élargissement de la problématique qui s'avère nécessaire, puisqu'une telle interrogation est loin de valoir seulement pour la légitimité de l'étude (de quoi que ce fût) et peut potentiellement s'appliquer à n'importe quel type d'activité.

Ce qu'il faudrait donc, finalement, interroger, est la raison pour laquelle nous rabattons si automatiquement la question de la justification sur celle de l'utilité : la raison pour laquelle nous ne voyons de justification que dans l'utilité, tant et si bien que nous ne sommes plus réellement capables de distinguer ces deux ordres de fait. Il conviendrait donc de se demander d'une part si des justifications autres que l'utilité sont susceptibles d'être pertinentes, et d'autre part de remettre en question la capacité justificatrice de l'utilité ; de disjoindre, donc, utilité et justification, non seulement en faisant de la justification un ensemble plus grand que ne l'est l'utilité, mais aussi en faisant de l'utilité un ensemble qui n'est pas intégralement compris dans cet ensemble plus grand que serait la justification. Finalement, il s'agirait de se poser rien moins que ces questions, qui dans notre société sont de l'ordre du tabou : Pourquoi notre activité devrait-elle être utile ? Pourquoi dire d'une activité qu'elle est utile est-il supposé aussi nécessaire que suffisant pour la justifier ? Quelles valeurs autres que l'utilité pourraient lui être substituées, ou plutôt quelles valeurs autres que l'utilité pourraient être mobilisées pour réellement fonder le *sens* de notre activité ? Il convient, donc, en quelque sorte, de sommer l'évidence (de l'identité entre utilité et justification) de rendre compte d'elle-même, parce que l'évidence n'est jamais ce pour quoi elle se donne, mais toujours une construction sociale, en tant que telle questionnable parce que contingente.

71. On pourra ici penser aussi bien, par exemple, à la sociologie, utilisée comme technique de contrôle social, qu'à la physique, à qui le capitalisme fait enfanter des chimères telles que l'énergie atomique ou les nanotechnologies.

Et c'est précisément parce que dans notre société de telles questions représentent l'impensé même qu'elles sont particulièrement bonnes à penser, et essentielles à résoudre, puisqu'elles représentent une *ouverture* possible vers un monde radicalement autre. Leur résolution ne peut toutefois s'envisager qu'à condition d'éviter au moins le piège le plus immédiat, qui serait de tomber dans un anti-utilitarisme qui, n'étant que la figure inversée de l'utilitarisme, n'en serait finalement que le rejeton, qui non seulement en conserverait les logiques fondamentales (puisque'il ne ferait que les retourner) mais qui surtout ne parviendrait jamais à être aussi convaincant que ce dont il ne serait que l'arbitraire épigone. S'il est certes absolument nécessaire de critiquer l'utilitarisme, ce ne peut être que pour mieux pouvoir le dépasser, c'est-à-dire non pas l'annihiler mais en faire une catégorie secondaire, une caractéristique dépourvue d'importance et dont il n'est donc nul besoin de dénier l'existence ni la pertinence, pourvu qu'elle se limite à cet horizon marginal. Et, s'il faut nommer ce qui pourrait ainsi remplacer l'utilité comme guide de notre activité, on pourrait l'appeler le *libre jeu des facultés*, désaliénation de notre activité désormais mue par un principe de plaisir dépouillant de sa pertinence la question même de la justification. Ainsi n'est-il finalement possible de répondre à la question « Pourquoi étudier l'histoire du Moyen Âge ? » qu'en passant à tout autre chose : à un tout autre niveau de généralité, mais aussi à un horizon où et la question même du pourquoi, et la spécification d'une activité particulière, cessent de faire sens, ou plutôt, plus encore, empêchent l'atteinte du sens<sup>72</sup>.

Julien DEMADE

CNRS, LAMOP

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

72. On se reportera, pour un plus ample développement de ces idées, à mon ouvrage à paraître : *Par-delà l'(in)utilité. Du sens (de l'étude de l'histoire [médiévale])*.